

LE SYNDICALISME EN ESPAGNE

THÈSE DE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté de Droit de l'Université de Paris

PAR

Robert BARREAU

Lauréat de la Faculté de Droit de Toulouse

Diplômé en Sciences Pénales

Licencié en Droit

Sous-Chef de Bureau au Ministère des Finances

Détaché à la Commission des Finances

de la Chambre des Députés.

Soutenue le 28 Mai 1934, à 14 heures, devant la Commission d'examen.

MM. William OUALID, *Président* ;

DESCHAMPS } *Suffragants.*
PIROU }

TOULOUSE
IMPRIMERIE RÉGIONALE

59, RUE BAYARD, 59

1934

**LE SYNDICALISME
EN ESPAGNE**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE SYNDICALISME EN ESPAGNE

THÈSE DE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté de Droit de l'Université de Paris

PAR

Robert BARREAU

Lauréat de la Faculté de Droit de Toulouse

Diplômé en Sciences Pénales

Licencié en Droit

Sous-Chef de Bureau au Ministère des Finances

Détaché à la Commission des Finances
de la Chambre des Députés.

Soutenue le 28 Mai 1934, à 14 heures, devant la Commission d'examen.

MM. William OUALID, *Président* ;

DESCHAMPS } *Suffragants.*
PIROU }

TOULOUSE
IMPRIMERIE RÉGIONALE

59, RUE BAYARD, 59

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES CHERS DISPARUS

A MA VIEILLE GRAND'MÈRE

A MES PARENTS

AVANT-PROPOS

L'étude du syndicalisme, dans un pays donné, peut, à notre avis, être faite de deux façons bien différentes. Elle peut d'abord consister en un examen détaillé du droit syndical pris en lui-même, ainsi que de tous les textes qui sont venus en faciliter l'exercice, ou, au contraire, le limiter; dans ce cas, le syndicalisme n'apparaît alors que comme une création artificielle de la loi et comme l'expression, sur le plan économique et social, de la politique générale du gouvernement au pouvoir.

Mais le syndicalisme peut, d'autre part, faire l'objet d'une étude beaucoup plus large et d'un caractère moins objectif, si l'on ne veut pas systématiquement ignorer le lien étroit qui rive les groupements professionnels aux partis politiques les plus divers. On peut alors être amené à sacrifier l'étude du syndicalisme « in abstracto » à celle de ses manifestations extérieures : Il suffit pour cela de renverser le problème posé dans le premier paragraphe et de s'attacher à étudier, non plus l'activité du gouvernement, mais bien celle des syndicats eux-mêmes, sur le triple plan politique, économique et social.

Nous croyons, cependant, qu'il n'est pas possible dans une étude comme celle à laquelle nous allons nous livrer, de négliger l'un des deux aspects du

problème pour accorder à l'autre une importance démesurée. Aussi bien, la monotonie de l'examen des lois et décrets régissant notre matière nous semble devoir être agrémentée de considérations, extrajuridiques sans doute, mais inséparables de la vie même des groupements professionnels. C'est pourquoi nous avons cru devoir diviser notre étude en deux parties traitant, l'une de la législation, l'autre de l'activité générale et des tendances des principaux syndicats en Espagne.

En place d'une introduction, nous nous proposons d'examiner très brièvement l'évolution du droit syndical de ce pays : nous estimons, en effet, que l'historique de ce droit ne présentant aucun caractère original susceptible de donner à son examen un attrait particulier, il convient d'en rappeler simplement les grandes lignes.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Evolution juridique du droit syndical.

A l'origine, un système corporatif largement développé, réunissant pour la défense des intérêts communs ou la satisfaction de besoins collectifs, sociaux, moraux, religieux ou politiques, les individus appartenant à une même branche d'activité économique; puis, suppression définitive de ce système par décret du 6 décembre 1836, qui proclame en Espagne la liberté du travail et autorise désormais « tous les Espagnols et les étrangers élisant domicile dans les villes du Royaume à établir librement les fabriques et les métiers de n'importe quelle nature, sans être astreints de prendre une licence et d'entrer dans un corps de métier ».

Proclamé au nom de la liberté individuelle, cette liberté du travail allait avoir pour conséquence immédiate de rendre plus misérable encore la situation des ouvriers : En effet, en régime de libre

concurrence, le producteur qui veut s'assurer des débouchés doit obligatoirement réduire son coût de production pour vendre moins cher que ses collègues; or, il ne peut y parvenir qu'en agissant sur les parties compressibles de ce coût de production, parmi lesquelles figure la rémunération du travail; il en résulte donc un abaissement du taux des salaires, une réduction du pouvoir d'achat des travailleurs, une diminution de leur standard de vie.

C'est ce qui s'est produit en France lorsque les lois des 2 et 17 mars 1791, et 14 juin de la même année ont supprimé les corporations et formellement défendu de les rétablir sous quelque prétexte que ce soit; c'est également ce que nous constatons en Espagne lorsque, quarante-cinq ans plus tard, la même prohibition fut édictée.

Aux mêmes maux, les mêmes remèdes : ne pouvant, dans l'isolement, lutter contre l'avilissement de son salaire, l'ouvrier espagnol allait, comme l'ouvrier français, tenter de se rapprocher de ses semblables et demander à l'association, puis au syndicat, de prendre d'abord la défense de ses droits et plus tard celle de sa classe.

Cette tentative ne fut d'ailleurs pas immédiatement couronnée de succès. Négligeant d'examiner le sort réservé aux associations en général pour nous cantonner dans l'étude particulière des associations ouvrières espagnoles, nous rappellerons que les interdictions spéciales dont elles étaient l'objet étaient accompagnées de sanctions sévères prévues par le Code pénal; déjà insérées comme par anticipation dans celui de 1822, elles sont reproduites dans le Code de 1850, qui, non seulement interdit, par son article 450, « les ententes dans le but de

modifier le prix des choses », mais encore punit de peines d'amende ou de prison les coalitions tendant à augmenter ou à réduire abusivement le prix du travail ou à en régler les conditions. En outre, il réserve aux meneurs les peines les plus sévères.

En fait, malgré la rigueur de ces prohibitions et en dépit même de la suppression, en janvier 1874, de la section espagnole de l'Association Internationale des Travailleurs, les patrons et les ouvriers ne cessèrent jamais complètement de se réunir et de se grouper. C'est qu'en effet les problèmes économiques et sociaux que posaient, chaque jour, en suite du développement du machinisme, l'introduction de la grande industrie dans certaines régions de l'Espagne, ne pouvaient trouver de solution individuelle et isolée; au surplus, cet état de fait ne tarda-t-il guère à être légalement consacré.

Le droit pour les salariés ou les employeurs de s'associer professionnellement à d'autres salariés ou à d'autres employeurs peut être accordé de quatre façons différentes. Etant considéré comme la conséquence de l'évolution générale du droit, il peut, comme en Suède ou en Norvège, n'être que tacitement reconnu. Par contre, il peut faire l'objet d'un texte loi ordinaire, visant expressément les associations professionnelles, comme c'est le cas, non seulement chez nous, mais aussi en Grande-Bretagne et en Australie; mais ce droit peut encore, comme en Autriche, en Belgique, au Chili, au Danemark, en Italie, au Japon, en Lithuanie, aux Pays-Bas, en Pologne, en Suisse et au Venezuela, être compris parmi les droits fondamentaux que la Constitution garantit aux citoyens. Enfin, certains pays, comme l'Allemagne, la Pologne, la Yougo-

slavie, la Tchécoslovaquie, c'est-à-dire les pays à constitution moderne, ont cru devoir consacrer à la liberté syndicale un article spécial de leur constitution, montrant ainsi l'importance qu'ils attachaient aux questions examinées à la partie XIII du préambule du traité de Versailles, ainsi qu'à l'article 427 de ce traité. L'Espagne les a imités et c'est ainsi que l'article 39 de la Constitution de la République Espagnole du 9 décembre 1931 dispose que « les Espagnols pourront s'associer ou se syndiquer librement pour les différentes fins de la vie humaine, conformément aux lois de l'Etat. Les syndicats et associations seront tenus de s'inscrire au registre public établi à cet effet conformément à la loi ».

■
* *

Ceci posé, il est indispensable de jeter un regard en arrière pour essayer de comprendre comment la prohibition totale des associations ouvrières a pu être abolie et permettre de parvenir à un régime de liberté absolue.

Ce fut la constitution de 1869, qui, dans son article 17, proclama expressément pour la première fois la liberté d'association et de réunion; puis, en 1873, cette liberté fut confirmée dans le projet de constitution fédérale que préparèrent les Cortès de la République; enfin, la constitution de la restauration bourbonienne de 1876, restée en vigueur jusqu'au vote de celle du 9 décembre 1931, garantit définitivement le droit d'association et de réunion (art. 13).

Il convenait, cependant, de mettre en conformité avec les textes constitutionnels les mesures législa-

tives qui, jusque-là, sanctionnaient des peines d'amende ou de prison le délit de réunion ou d'association : en effet, il s'agissait uniquement, désormais, de réprimer les délits commis à l'occasion de l'exercice d'un droit garanti par la constitution. C'est ce que fit d'abord le Code pénal de 1870, qui vint punir, d'une part, « les abus » de pouvoir dont les fonctionnaires publics pouvaient se rendre coupables, d'autre part, les délits commis par les particuliers organisant des réunions ou manifestations « non paisibles » ou des associations « illécitales » (art. 189, 197, 198, 203).

En outre, deux lois spéciales sont venues compléter les dispositions du Code pénal de 1870 : la première, en date des 20-23 avril 1870, relative à l'ordre public, a donné au Gouvernement des pouvoirs exceptionnels pour faire face « à l'état de siège et à l'état de guerre » ; quant à la deuxième votée le 15 juin 1880, elle concerne le régime des réunions publiques ne tombant pas sous le coup du Code pénal et de la législation exceptionnelle ; elle soumet à un régime de déclaration préalable les réunions de plus de vingt personnes, ayant lieu hors du domicile habituel des promoteurs ; désormais, les manifestations sur la voie publique devront faire l'objet d'une autorisation spéciale ; enfin, les autorités publiques disposeront largement du droit de dissolution de toutes réunions ayant lieu au mépris de ces dispositions.

Nous n'avons, jusqu'à présent, assisté qu'à l'épanouissement du droit de réunion et d'association en général. Nous arrivons maintenant au texte qui, tout spécialement, concerne la liberté d'association « professionnelle » : la loi du 30 juin 1887.

Désormais, ces associations pourront se former librement, sans autorisation préalable de l'administration, c'est-à-dire du pouvoir exécutif. Au régime préventif sera substitué un régime répressif, que mettra en mouvement l'autorité judiciaire le jour où l'association intéressée commettra une infraction. Nous nous trouvons donc ici en présence d'un droit absolu pour les associations professionnelles de se constituer et d'agir en toute liberté, sans immixtion de l'administration dans les divers actes de leur vie courante; la loi se borne à prescrire seulement les conditions dans lesquelles ces associations pourront se constituer et fonctionner. A cet effet, il leur suffira de se déclarer et de déposer leurs statuts entre les mains du gouverneur de la province (ce sont, d'ailleurs, les mêmes formalités qu'exige de nos syndicats la loi française du 5 avril 1884). Mais, la loi espagnole du 30 juin 1887 est allée plus loin encore : complétée par le décret-loi du 10 mars 1923, elle organise minutieusement le contrôle financier de l'activité des syndicats. C'est ainsi qu'elle leur impose la tenue :

- 1° d'un registre des affiliations et des démissions;
- 2° de livres de comptabilité indiquant avec précision l'origine de leurs ressources et l'objet de leurs dépenses.

Le nombre des bénéficiaires de secours, de subsides et de tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, émargent au budget du syndicat, doit être soigneusement indiqué, avec pièces justificatives à l'appui. Toute décision établissant ou modifiant les cotisations doit être communiquée à l'autorité compétente. Tous les mois, les associations sont

tenues de présenter à l'autorité provinciale un rapport précis sur le nombre et les noms des membres, les recettes et les dépenses, le patrimoine de l'association, en spécifiant les banques ou caisses où les fonds sont déposés. L'autorité peut, à tout moment, d'ailleurs, procéder à l'inspection et au contrôle des livres. En outre, aucune cotisation ne peut être perçue avant notification à l'administration du nom du receveur. Enfin, importante restriction à la liberté de réunion, l'autorité administrative doit être avisée vingt-quatre heures à l'avance de la réunion des assemblées générales.

A la liberté d'association, proclamée par l'article 13 de la constitution de 1876, mais minutieusement réglementée par la loi du 30 juin 1887 que nous venons d'examiner, la loi du 27 avril 1909, abrogeant l'article 556 du Code pénal, est venue ajouter le droit de coalition, de grève et de lock-out. Ce droit, dont chaque patron ainsi que chaque ouvrier peut librement faire usage, est exclusivement réservé aux seules associations qui se sont conformées aux dispositions de la loi de 1887; quant aux autres, considérées comme associations de fait, elles sont passibles de sanctions rigoureuses.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que la faculté accordée aux syndicats ouvriers et patronaux de déclencher grèves et lock-out implique pour tous les syndiqués l'obligation inéluctable de suivre le mouvement. La loi de 1909 prévoit à cet effet dans son article 9 que les réfractaires pourront librement se retirer de l'association « sans encourir pour cette raison une responsabilité quelconque à l'égard de cette dernière, en dehors des obligations de caractère civil qu'ils ont pu contracter avec elle ». Elle

prévoit, en outre, que des peines d'emprisonnement et d'amende allant de 5 à 125 pesetas pourront être infligées à ceux qui s'efforceraient de s'opposer à l'exercice de cette faculté; elle apporte, enfin, en matière de grève et de lock-out susceptibles d'affecter le fonctionnement des services publics ou d'utilité publique, des restrictions que nous retrouverons ultérieurement à propos de l'étude des jurys-mixtes, et qui peuvent se résumer de la façon suivante : obligation de déclarer les grèves ou les lock-out à l'autorité, ainsi que les raisons qui les expliquent :

a) huit jours à l'avance :

1° quand ils pourront avoir pour effet d'entraîner l'absence de lumière ou d'eau, ou de suspendre le fonctionnement des chemins de fer;

2° quand ils pourront faire craindre que les malades ou les hospitalisés d'une localité soient laissés sans assistance;

b) cinq jours à l'avance, quand ils seront susceptibles de suspendre le fonctionnement des tramways ou de priver d'un article de consommation générale et nécessaire les habitants d'une localité.

Des peines d'emprisonnement seront prononcées contre les promoteurs de grève ou de lock-out qui n'auraient pas respecté les prescriptions de la loi.

**Considération d'ordre général sur le décret-loi
du 26 novembre 1926,
relatif à « l'organisation corporative nationale ».**

Il nous reste, pour en avoir terminé avec l'historique du mouvement syndicaliste espagnol, à examiner avec quelques détails le système de « l'organisation corporative nationale », institué par le décret-loi du 26 novembre 1926. Désireux avant tout de mettre sous les yeux de nos lecteurs un schéma bien plus qu'une étude détaillée de cette institution, nous nous bornerons, dans la plupart des cas, à reproduire le texte même du décret-loi organique, nous réservant, toutefois, d'en commenter les passages qui nous paraîtront l'exiger.

Signalons, dès maintenant, que, sous réserve de certains points de détail qui ont fait l'objet de modifications de la part de lois relativement récentes, les principales dispositions du décret-loi du 26 novembre 1926 sont toujours en vigueur.

En présence du développement rapide, et quelque peu inquiétant, des forces syndicales, les autorités au pouvoir pouvaient réagir de trois façons nettement différentes; elles pouvaient d'abord, respectant le principe de la liberté syndicale, ne modifier en rien les textes en vigueur, et, par conséquent, laisser s'amplifier le mouvement, se réservant, toutefois, d'intervenir le jour où des abus par trop

criants appelleraient des sanctions sévères. Mais elles pouvaient aussi, prenant le contrepied de cette attitude, rejeter le principe de la liberté d'association et imposer à tous, salariés et patrons, l'obligation inéluctable de s'affilier à des syndicats distincts, seuls qualifiés désormais pour représenter la profession; le syndicat aurait alors été officiellement intégré dans l'Etat espagnol, comme il l'a été de nos jours dans l'Italie fasciste. C'est incontestablement à un système analogue que s'était arrêté le Gouvernement lorsque, par ordonnance royale du 16 janvier 1919, il chargea l'Institut de réformes sociales de lui soumettre un projet de loi sur « l'association obligatoire des patrons et ouvriers »; en effet, nous retrouvons ici les traits caractéristiques de l'organisation en question : on voulait intimier aux employeurs et ouvriers de chaque métier l'ordre de constituer, dans chaque localité, des syndicats distincts qui jouiraient de la personnalité juridique; en outre, comme ces organismes devaient seuls avoir qualité pour représenter la profession, on prévoyait qu'ils ne pourraient être valablement formés qu'au moment où ils grouperaient 75 % de l'élément patronal ou ouvrier de chaque branche d'industrie ou profession.

Cette tentative ne fut pas couronnée de succès. Dès lors, il appartenait au gouvernement espagnol de se rallier à un troisième système, intermédiaire entre les deux précédents, qui, tout en respectant le principe de la liberté syndicale, allait cependant permettre l'organisation et le contrôle de l'activité professionnelle par l'autorité supérieure; en un mot, le principe des écoles catholiques d'économie sociale, « le syndicat libre dans la profession organisée »

allait trouver ici une de ses applications les plus intéressantes.

Nous allons maintenant examiner comment ce principe a été mis en application et joue encore aujourd'hui en Espagne; mais, au préalable, nous croyons intéressant de relater, avec les circonstances dans lesquelles le Gouvernement a cru devoir s'y rallier, certaines notions d'ordre général, qui faciliteront la compréhension de nos développements ultérieurs et prépareront les explications que nous présenterons dans la deuxième partie de notre étude.

*
* *

Le mouvement syndical en Espagne ne peut, à notre avis, s'expliquer et, le cas échéant, se justifier que si l'on tient compte des quelques principes que nous allons brièvement exposer ici.

La plupart des centres industriels de ce pays se trouvent en Catalogne, où fabricants, commerçants et navigateurs constituent la presque totalité de la population; par contre, le territoire espagnol proprement dit, éloigné de la mer, de caractère et de mœurs nettement différents de celui des Catalans, est, par tradition, agricole; aussi, peut-on dire que, vers la fin du siècle dernier, les centres industriels, et, par conséquent, ouvriers, étaient inexistantes en dehors de la Catalogne. A signaler, toutefois, celui de Bilbao, en pays basque, avec ses mines de fer et ses hauts fourneaux, et celui des Asturies, avec ses mines de charbon.

Ainsi s'explique qu'historiquement le mouvement ouvrier se soit localisé en Catalogne, et n'ait

pu échapper à l'influence des mœurs toutes particulières de cette région.

La Catalogne est, incontestablement, de toute la péninsule ibérique, la partie où l'esprit démocratique et individualiste est le plus développé; s'attachant avant tout au côté pratique des choses, ses habitants poursuivent avec ténacité le but de se créer une situation suffisamment importante pour acquérir une indépendance totale et la pleine propriété de tout ce qu'ils détiennent.

Par contre, le caractère espagnol, qui s'est formé au moment où les idées absolutistes dominaient et où les grandes monarchies étaient dans toute leur splendeur, fut profondément influencé par les siècles de lutte que la nation dût soutenir contre les Arabes pour reconquérir son territoire. Aussi, l'Espagnol a-t-il, au plus haut point, l'esprit de hiérarchie et d'autorité; se considérant comme partie intégrante de l'Etat, il laisse à l'autorité le soin de résoudre les problèmes qui se posent. Aujourd'hui, il aspire avant tout à devenir membre d'une bureaucratie susceptible de résoudre pour lui, socialement et matériellement, les graves problèmes de la vie.

Ces particularités caractérisent l'histoire et la position actuelle du mouvement syndical en Espagne.

Comme nous l'avons déjà vu, ce n'est que vers le milieu du XIX^e siècle qu'il y eut quelques essais d'organisation ouvrière; ils furent exclusivement tentés en Catalogne. Au surplus, l'ouvrier catalan ne cherchait-il point par ce moyen à obtenir la liberté syndicale ou, à défaut, toute autre liberté susceptible de la remplacer : il voulait uniquement

obtenir des améliorations destinées à fortifier matériellement et moralement sa propre personnalité. A noter que, à la faveur de ce courant, un des chefs des partis les plus avancés ¹ s'efforça de grouper les ouvriers d'après les principes saint-simoniens; il parvint à fonder un phalanstère qui échoua, d'ailleurs, comme toutes les tentatives en désaccord avec le caractère catalan. La réaction ne se fit pas attendre : influencés par leur individualisme, les éléments ouvriers à tendance extrémiste devinrent anarchistes; de leur côté, les patrons, soumis à la même influence que les salariés, ne surent pas se rapprocher et ne tentèrent même pas de sortir de leur isolement. Il est juste de dire, d'ailleurs, que la nécessité de se réunir pour défendre leurs prérogatives ne se faisait nullement sentir pour eux, puisque les ouvriers étaient désorganisés et ne songeaient pas à demander à l'association de prendre la défense de leurs droits.

Cet état de choses fut modifié en suite du développement de la grande industrie et des progrès scientifiques de la fin du siècle dernier, qui, permettant l'agrandissement et la transformation des fabriques, provoquèrent la concentration de la population ouvrière en certains points bien déterminés. On assista alors à une immigration massive en Catalogne, qui peut être attribuée aux causes suivantes :

1. Don Sebastian Abreu, député aux Cortès en 1823, disciple et ami de Fourier, qu'il connut en France. Revenu en Espagne vers 1841, il décida un de ses propres disciples, Sagrario de Veloy, à créer un phalanstère à Tempul, près Jerez. Un capital de 1.000.000 de dollars fut réuni dans ce but, mais le refus du gouvernement d'aider cette entreprise détermina son échec. (Angel MARVAUD : *Le mouvement ouvrier contemporain*.)

d'une part, à l'insuffisance de la main-d'œuvre catalane; d'autre part, aux salaires élevés touchés par les ouvriers en Catalogne.

Le résultat de ce courant d'immigration fut de modifier profondément l'esprit individualiste des Catalans et de faciliter la formation de groupements, sous la direction de chefs énergiques et décidés. Les nouveaux venus, issus de territoire où le niveau de culture était extrêmement bas, allaient accepter de se soumettre à l'autorité de dirigeants qui, pour la plupart, se recrutaient parmi eux. Progressivement, ils incorporèrent dans leurs groupements leurs compagnons d'ateliers d'origine catalane et formèrent alors les premiers syndicats, sous la direction de chefs élus par leurs soins.

Les syndicats ainsi constitués prirent le nom « d'Uniques », qui évoque suffisamment les grandes lignes de leur organisation; ils étaient, en effet, tous groupés sous les ordres d'une organisation générale « unique », elle-même dirigée par un centre « unique ». Outre cette unité, ses caractéristiques générales étaient notamment la clandestinité de la direction, l'absence et la négation de tout contrôle de l'organisme directeur, l'emploi de la contrainte vis-à-vis des éléments ouvriers.

Alors qu'à Bilbao et dans les Asturies, cette forme de syndicalisme se heurta à des organisations naissantes à caractère socialiste, elle s'implanta avec une rapidité étonnante en Catalogne, et parvint à grouper, dès les premiers jours, la presque totalité de l'élément ouvrier. Trois raisons peuvent expliquer ce succès inattendu : en premier lieu, il convient de remarquer qu'aucune organisation ouvrière n'existait encore dans cette région et que,

par conséquent, les habitants devaient tout naturellement être portés à adhérer en masse à la première qui se constituerait. Il faut insister ensuite sur le rôle prépondérant joué par les dirigeants du mouvement; d'une supériorité personnelle incontestable, ils surent par leur talent rallier les hésitants et amener à eux tous ceux que les questions ouvrières ne pouvaient laisser indifférents : au surplus, lorsqu'ils ne pouvaient par la persuasion secouer l'inertie de certains milieux de travailleurs, n'hésitaient-ils pas à recourir à la violence. Enfin, en troisième lieu, on ne saurait nier qu'en dépit des graves perturbations qu'il apporta dans l'industrie, le syndicalisme parvint souvent à réaliser les promesses faites à l'origine et à donner aux travailleurs une puissance d'action qu'ils n'avaient jamais connue; ils purent, grâce à lui, améliorer leurs conditions de travail et forcer les employeurs, par le moyen des grèves, à ne plus se désintéresser de leur sort; ils y parvinrent, d'ailleurs, avec d'autant plus de facilité qu'en face d'eux les patrons étaient alors désorganisés, se concurrençaient avec âpreté et songeaient uniquement à lutter contre les méfaits d'une fiscalité chaque jour plus écrasante. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'ils s'organisèrent pour défendre leurs intérêts communs contre les interventions du gouvernement dans la réglementation de l'industrie et, notamment, pour lutter contre l'augmentation des impôts et des tarifs de douane que leur infligeait une administration rigide, ignorant leurs besoins et sans contact direct avec eux.

Les syndicats « uniques » avaient souvent recours à la violence pour faire aboutir leurs incessantes revendications; en outre, habilement utilisés par le

gouvernement monarchique espagnol, ils servaient à combattre le mouvement nationaliste catalan. Aussi, les grèves alternaient-elles avec les troubles ouvriers à caractère politique, et la Catalogne était-elle déjà la région la plus agitée de la péninsule ibérique. Si l'on tient compte, en outre, du développement considérable des organisations syndicales et de l'influence grandissante du mouvement ouvrier, on s'expliquera l'exaspération et les craintes légitimes, non seulement de l'élément patronal catalan, mais également du gouvernement de Madrid.

Une réforme du syndicalisme devenait indispensable dans le moindre délai possible; chacun appelait de ses vœux l'homme qui aurait le courage, sinon de supprimer définitivement le « syndicalisme unique », appelé désormais « Confédération Nationale du Travail » (C.N.T.), tout au moins de le domestiquer.

La nomination du général Martinez Anido en qualité de gouverneur civil de la ville de Barcelone allait permettre de satisfaire les plus exigeants.

Ce dernier, qui depuis longtemps habitait Barcelone, où il était en relation étroite avec les éléments patronaux et les ultra-conservateurs, résolut de juguler le puissant mouvement syndical; mais, ne disposant pas du pouvoir législatif, il ne pouvait le faire par une loi : d'autre part, il savait que le Gouvernement de Madrid hésiterait à lui accorder son appui pour combattre un organisme lui servant à lutter contre le nationalisme catalan. Dès lors, le général Martinez Anido résolut de le combattre par ses propres armes, en constituant de toutes pièces un anti-syndicat unique, qui prit le nom de « syn-

dicat libre » ; pour ce faire, il réussit à acquérir une influence prépondérante sur les gouverneurs de province, et, par leur intermédiaire, recruta les éléments qui lui étaient nécessaires. Sans doute, ce nouveau syndicat, créé à partir de 1918, ne groupa qu'un nombre relativement restreint d'adhérents ; mais il fut, malgré tout, extrêmement actif. Il était, en effet, composé des trois éléments suivants : il comprenait d'abord des éléments décidés à l'action, recrutés pour la plupart parmi des jeunes gens d'une organisation semi-militaire de l'ancien parti carliste, puis des transfuges de « l'unique », enfin même des gens indésirables. Créé pour combattre « l'unique », le syndicat « libre » engagea la lutte avec d'autant plus de courage qu'en raison de son origine, il se savait assuré de l'impunité. Des deux côtés, on se prépara à l'attaque ; des troupes de choc composées de « pistoleros » s'organisèrent soigneusement et se livrèrent des combats qui dégénérèrent bientôt en luttes sanglantes à main armée. En outre, de nombreux crimes furent commis en pleine rue dans les principales villes de la Catalogne ; aussi, bien, ouvriers et meneurs, n'étaient pas seuls visés et la liste des patrons tombés sous les coups des « pistoleros » est étrangement impressionnante ; il leur suffisait, dit-on, de refuser d'obéir aux ordres de l'un des syndicats pour être immédiatement frappés.

Cette période fut l'une des plus lamentables qu'un pays civilisé ait pu connaître. Outre les ouvriers et les patrons qui furent exécutés, disparurent également tous les chefs célèbres des deux syndicats antagonistes, ainsi que les conseillers du syndicat dit « unique ». Sans doute auraient été également

massacrés ceux du « libre » s'ils avaient existé; mais en raison du but singulier que poursuivait ce syndicat, le besoin de conseillers n'avait-il pas dû se faire sentir.

Quels furent les résultats du mouvement déclenché par le général Martinez Anido? En dépit du soutien des pouvoirs publics et des employeurs, en dépit même de la situation privilégiée dont il jouissait, le syndicat « libre » fut méprisé de la classe ouvrière, qui ne pouvait oublier ses origines; aussi se détourna-t-elle rapidement de lui pour aller grossir les rangs de « l'unique », qui sortit grandi de la mêlée et fut considéré de tous comme le seul représentant des intérêts des travailleurs.

Constatant qu'il ne pouvait supprimer les syndicats « uniques », le gouvernement chercha à les mettre sous son contrôle en les organisant. C'est ce qui explique que, par décret royal du 24 avril 1920, il se soit empressé de proclamer la parfaite légalité d'un organisme que patrons et ouvriers commerçants de Barcelone avaient spontanément créé en vue de régler à l'amiable les conflits susceptibles de s'élever entre eux. Cet organisme, dénommé « Commission Mixte du Travail », n'était d'ailleurs qu'une délégation de commissions paritaires instituées par leurs soins dans les quatre branches suivantes : banques, transports, commerce de gros et commerce de détail.

Ces commissions, qui, comme leur nom l'indique, étaient composées d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, exerçaient avant tout des fonctions de conciliation au premier degré; en cas d'échec, la Commission mixte, qui groupait, sous la présidence d'un magistrat du Tribunal de Barcelone, les repré-

sentants qualifiés des quatre commissions paritaires, s'efforçait de régler les différends.

Son activité n'était d'ailleurs pas limitée à ce rôle de médiateur; elle était qualifiée également, soit pour approuver les décisions des commissions paritaires relatives aux salaires, à la durée et à la réglementation du travail, soit pour assurer l'application des lois de protection ouvrière; elle devait être appelée, enfin, à présenter au gouvernement des propositions de réformes législatives et à organiser des offices administratifs et techniques.

De création nettement catalane, la Commission mixte n'eut pas à déplorer l'intervention de l'administration; bien qu'ayant reçu, par décret royal, une existence légale, elle sut conserver son caractère privé et échapper habilement à l'emprise gouvernementale. Elle n'en parvint pas moins à obtenir, dès sa constitution, d'excellents résultats, malgré l'opposition qu'elle rencontra de la part du « syndicalisme » à qui elle arrachait la connaissance des questions intéressant les entreprises commerciales de Barcelone.

Cette expérience, particulièrement concluante, incita le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour rapprocher le plus possible, au sein d'organismes mixtes, ouvriers et patrons, qui auraient pour principale mission de régler à l'amiable les conflits susceptibles de s'élever entre eux à l'occasion du travail. C'est dans ce but que le décret royal du 5 octobre 1922 s'est alors efforcé de provoquer la création de comités paritaires dans les industries, groupes de métiers et professions composant chacune des grandes catégories de travail suivantes : agriculture, commerce, industrie, mines et trans-

ports: ces comités, qui, selon les cas, pourront être constitués d'office ou sur la demande des parties, devraient être temporaires ou permanents: seule la création de ces derniers devra faire l'objet d'une ordonnance royale.

Dans le même ordre d'idées, nous citerons encore, à titre indicatif, le décret royal du 25 août 1923, qui, complétant sur certains points celui du 10 août 1916, obligeait les employeurs à reconnaître la personnalité des syndicats légalement constitués et prévoyait la création de commissions paritaires temporaires chargées d'examiner les revendications et de résoudre les conflits entre employeurs et ouvriers des services publics.

Nous n'avons pas l'intention de rappeler tous les textes qui ont été élaborés sur l'organisation syndicale: nous avons simplement voulu, par les indications qui précèdent, montrer qu'un mouvement très net se dessinait alors en faveur de la constitution de comités paritaires, et, par conséquent, en faveur de la collaboration des patrons et des ouvriers au sein de ces organismes. C'est à ce moment précis que surgit la dictature.

Elle fut due à un soulèvement militaire qui prit naissance à Barcelone le 13 septembre 1923, avec l'appui de quelques éléments conservateurs: le syndicalisme et, en général, l'élément ouvrier n'y joua qu'un rôle très effacé. Au surplus, la décomposition croissante et l'impuissance des forces politiques à mettre un terme à l'anarchie qui régnait dans quelques localités, préparaient la voie à l'avènement d'un gouvernement fort susceptible de rétablir l'ordre. Aussi la dictature, qui semblait apporter un

élément de stabilité dans la vie espagnole, fut-elle assez bien accueillie de tous.

Le chef du soulèvement, le général D. Miguel Primo de Rivera, commandait la région de Barcelone, qu'il connaissait à merveille. Dès les premiers jours, il prit soin de s'adjoindre son collègue et ami le général Martinez Anido, créateur des syndicats « libres », marquant ainsi sa volonté bien arrêtée d'accorder à la question syndicale une attention toute particulière; quant à lui, il était parfaitement renseigné sur le mouvement syndicaliste ouvrier en Catalogne, sur sa puissance exacte, ainsi que sur les difficultés auxquelles il s'était heurté. Aussi, mit-il à profit ses connaissances pour faire immédiatement cesser les dernières luttes que, dans certaines régions, se livraient encore « pistoleros » de « l'unique » et du « libre »; en outre, il eut soin de charger son ministre du Travail, M. Aunos, de préparer une législation nouvelle sur les syndicats.

M. Aunos était Catalan et connaissait aussi bien que les généraux de Rivera et Anido le syndicalisme ouvrier, ainsi que les mesures prises en Catalogne pour le rendre inoffensif. Aussi, sous son impulsion, le Gouvernement de la Dictature se décida-t-il à organiser les syndicats espagnols, en prenant pour modèle « la Commission mixte » et les « commissions paritaires » de Barcelone. Et c'est alors qu'après avoir, dans plusieurs proclamations, fait appel à la collaboration loyale des patrons et des ouvriers dans l'œuvre de réorganisation économique et sociale qu'il allait tenter, le Directoire se décida à prendre son fameux décret-loi, en date du 26 novembre 1926, destiné à réglementer, sous le nom « d'organisation corporative nationale »,

l'institution d'une organisation publique des professions.

Sous réserve de quelques modifications de peu d'importance, cette organisation subsiste toujours en Espagne; aussi croyons-nous indispensable d'en étudier les grandes lignes, en matière de conclusion à cette première partie de notre étude.

CHAPITRE II

L'organisation corporative : en Belgique, en Italie, en Espagne (décret du 26 novembre 1926)

En vérité, le Directoire ne songeait pas uniquement au précédent d'ordre national que constituait la Commission mixte du travail de Barcelone lorsqu'il créa « l'organisation corporative nationale » ; il avait, en effet, présent à la mémoire deux tentatives récentes couronnées de succès en Belgique et en Italie, et qui avaient tout particulièrement attiré l'attention du monde du travail. « L'idée de la coordination des comités paritaires s'élabora lentement », déclare, dans le journal *La Nacion* de Madrid, du 11 décembre 1926, M. Aunos, ministre du Travail ; « d'un côté, mon esprit fut influencé par la loi italienne du 3 avril 1926, sur la discipline juridique des rapports collectifs de travail ; d'un autre côté, je fus vivement impressionné par le décret royal belge du 5 mai 1926, instituant obligatoirement des comités paritaires de conciliation et d'arbitrage. »

Cette déclaration suffit à expliquer qu'on ait pu, quelquefois, parler d'une étatisation des syndicats espagnols, rigoureusement semblable à celle réalisée dans l'Italie fasciste. La dictature de Primo de Rivera aurait emprunté à celle de M. Mussolini sa

loi du 3 avril 1926, « sur la discipline juridique des rapports collectifs résultant du travail », et l'aurait purement et simplement appliquée en Espagne.

Cette thèse paraît, au premier abord, devoir être écartée, si l'on en juge par les explications données par M. Aunos lui-même, sur les points fondamentaux qui donnent à l'organisation corporative espagnole son caractère original. « Dans le décret espagnol, dit-il, on a recueilli avant tout les fruits de l'expérience réalisée soit chez nous, soit à l'étranger. Notre décret est plus démocratique que le décret belge; en Belgique, en effet, les membres des comités sont nommés par le ministre, sur la proposition des associations; en Espagne, au contraire, ce sont les associations elles-mêmes qui désignent librement leurs représentants. Il est également plus démocratique que la loi italienne; cette dernière réserve au gouvernement le droit de reconnaître ou non les associations patronales et ouvrières suivant leurs idées et leurs tendances, et cette approbation qui les transforme en syndicats officiels leur donne le droit d'agir à l'exclusion de toutes autres dans la réglementation de la vie du travail. D'autre part, les organes corporatifs italiens n'ont pas le caractère organique de ceux établis par notre décret-loi, puisque, en définitive, ils ne sont autre chose que la réunion d'organismes syndicaux nationaux. »

Ajoutons à ce texte quatre observations concernant tout particulièrement les comités paritaires : et tout d'abord, nous noterons que le décret prévoyant la création de comités paritaires pour résoudre les conflits entre le capital et le travail dans certaines industries ou branches de production

a été pris le 5 octobre 1922, c'est-à-dire à une date où n'existait encore ni le régime fasciste, ni la dictature de Primo de Rivera; nous remarquerons ensuite que l'Etat se préoccupait si peu de l'opinion des membres des divers organismes syndicaux qu'à certains moments la presque totalité des représentants des professions a pu être nettement hostile à la dictature; il est intéressant de relever, d'autre part, qu'en maintes occasions tous les partis politiques, y compris les communistes et les anarchistes, n'ont pas hésité à profiter des avantages incontestables de caractère économique que leur donna leur participation au fonctionnement des organismes officiels; nous signalerons, enfin, que ces organismes ont survécu à la dictature : non seulement ils subsistent et fonctionnent régulièrement de nos jours, mais encore ils doivent à un gouvernement républicain d'avoir vu leurs attributions confirmées et augmentées.

Aussi bien l'examen du décret-loi du 26 novembre 1926 relatif à l'organisation corporative nationale nous permettra mieux encore de relever les divergences existant entre les systèmes corporatifs espagnols et italiens.

Une simple lecture de ce texte, ainsi que de commentaires écrits qui en ont accompagné la publication, fait pleinement apparaître le but limité que poursuivaient ses auteurs. A l'inverse du système italien, le système espagnol ne crée pas immédiatement un « Etat corporatif », chargé de régler les rapports économiques et d'assurer une discipline unitaire de la production; il se borne simplement à rapprocher les ouvriers des patrons, à pratiquer une politique d'union et de collaboration des classes

sociales au sein d'organismes paritaires créés de toutes pièces par ses soins et, par conséquent, distincts des syndicats déjà existants qui conservent leur caractère d'associations libres et privées. La liberté syndicale subsiste dans son intégrité (sous réserve, toutefois, des restrictions apportées par la loi du 30 juin 1887, complétée par le décret-loi en date du 10 mars 1923); les patrons, ouvriers et employés espagnols conservent donc le droit le plus absolu de faire ou non partie de leurs syndicats respectifs et, par conséquent, de se retirer à tout moment de l'association professionnelle à laquelle ils avaient précédemment adhéré, soit pour reprendre leur liberté d'action, soit pour s'affilier à un autre syndicat. De plus, aucun syndicat ne reçoit l'investiture officielle, ce qui explique qu'il puisse y avoir dans une même localité plusieurs syndicats pour une même profession, entre lesquels les employeurs et les salariés aient la faculté de choisir.

Mais il faut reconnaître, par contre, que, comme la législation fasciste, la législation espagnole tend à instaurer une organisation publique des professions; en effet, tous les différents échelons de l'organisation corporative, instituée par le décret-loi du 26 novembre 1926, sont considérés comme tenant leurs pouvoirs d'une délégation de l'Etat. M. Aunos, dans son ouvrage « Estudios de Derecho Corporativo », a maintes fois affirmé ce principe; il soutient notamment que « le pouvoir d'ordonner les rapports sociaux nés du travail appartient en propre directement à l'Etat » et que si « la profession organisée en corporation se réglemente elle-même, c'est en vertu d'une délégation de souveraineté que l'Etat juge utile de lui conférer, parce qu'il ne peut, par

une loi générale, régler tous les détails ». Le ministre espagnol précise, d'ailleurs, les conséquences de cette thèse; il estime, en effet, que, bien qu'élus par les syndicats, les comités paritaires ne doivent pas être considérés comme les mandataires des électeurs ouvriers et patronaux syndiqués; à son avis, ils ne sont que les préposés de l'Etat à l'accomplissement d'une tâche qui incombait jadis à l'administration.

A l'appui de cette thèse, il convient de noter que présidents et vice-présidents de tous les organismes paritaires constituant la juridiction hiérarchisée qu'est la corporation (comités paritaires locaux, commissions mixtes du travail, conseils de corporation, délégation des conseils de corporation) sont librement désignés par le gouvernement. Or, si l'on tient compte, d'une part, que ces divers organismes comprennent un nombre égal de patrons et d'ouvriers, et, d'autre part, que leur président a voix prépondérante dans les débats, il sera facile de concevoir que dans les questions les plus importantes le dernier mot doive rester fatalement au représentant de l'Etat. En outre, ces organismes subissent l'influence de leur secrétaire qu'ils choisissent sans doute, mais qu'ils ne nomment pas, ce soin incombant au ministre du Travail qui, en principe, l'exerce au profit de fonctionnaires de sa propre administration. Il faut noter, enfin, qu'au sommet de la hiérarchie corporative, jugeant en dernier ressort et disposant notamment du droit de dissoudre tous les organismes corporatifs, se trouve le ministre du Travail, chef suprême des corporations. Quant à l'échelon intermédiaire, il est occupé par les gouverneurs de provinces, représentants officiels du pouvoir central, qui, chacun dans leur

sphère propre, contrôlent l'activité des comités paritaires locaux et interlocaux, ainsi que des commissions mixtes; aussi ont-ils reçu le droit, lorsqu'ils le jugent nécessaire, de suspendre provisoirement ces organismes à la condition de porter leurs décisions motivées à la connaissance du ministre du Travail qui, après avoir entendu la délégation du conseil, lève cette suspension ou, au contraire, la confirme en prononçant la dissolution des comités ou commissions intéressés.

Des explications qui précèdent, il apparaît que la corporation espagnole a un caractère nettement étatiste et se trouve soumise à un contrôle rigoureux qu'exercent sur elle les autorités administratives; mais elle ne fait pas partie intégrante de l'Etat comme en Italie; elle ne joue notamment aucun rôle dans l'élection des représentants au Parlement qui, comme chez nous, sont désignés par la masse des citoyens pris individuellement et non par des corps sociaux au premier rang desquels figurent les professions représentées par les syndicats. Les groupements professionnels ne participant ni à la direction, ni à l'administration de l'Etat, le directoire espagnol n'a pas cru devoir contraindre patrons et ouvriers à adhérer à l'un d'entre eux. Aussi a-t-il conservé le principe de la liberté syndicale et de la multiplicité des syndicats pour une même profession, alors que pour édifier son état corporatif l'Italie a dû avoir recours au syndicat unique et obligatoire. Nous ajouterons, enfin, qu'à la différence du Conseil des corporations italiennes, la délégation des conseils des corporations espagnoles n'a pas reçu le droit de faire des règlements généraux de travail et que ce soin incombe, toujours comme chez nous, soit au gouvernement, soit au Cortès.

**A. — Les corporations et les professions
qu'elles englobent.**

L'article 1^{er} du décret-loi du 26 novembre 1926 dispose que « les éléments constitutifs de la vie professionnelle espagnole seront organisés sur la base de corps spécialisés et classifiés, à chacun desquels sera accordée une représentation officielle par la constitution de comités paritaires ayant une compétence hiérarchisée ». Cet article prévoit donc deux éléments nettement distincts : d'une part, la création de corporations nationales, d'autre part, l'attribution à ces corporations d'organes représentatifs hiérarchisés dont la liste, donnée à l'article 8, comprend :

- 1° les comités paritaires locaux ou interlocaux;
- 2° les commissions mixtes du travail;
- 3° les conseils de corporation;
- 4° la délégation des conseils de corporation.

Chaque corporation, ayant à sa tête un conseil, englobe un certain nombre de professions similaires ou connexes; il était, en effet, pratiquement impossible de doter chaque profession d'une représentation distincte, et c'est ce qui explique que le gouvernement du directoire ait cherché à réduire au minimum le nombre des corporations. L'article 9 du décret du 26 novembre 1926, qui traduit cette préoccupation, classe les industries, travaux, métiers, professions dans les vingt-sept groupes corporatifs suivants :

A. — PRODUCTION PRIMAIRE.

- 1° *Mines.* — Mines, carrières et salines. Exploitation de toute catégorie de gisements, recherches de sources.
- 2° *Pêche.*

B. — PRODUCTION SECONDAIRE.

- 3° *Electricité, gaz et eau.* — Usines de production d'électricité, de gaz, d'air comprimé, et usines similaires. Distribution d'eau et d'énergie hydraulique.
- 4° *Sidérurgie, métallurgie et industries dérivées :*
 - a) Sidérurgie y compris les premières opérations de transformation. Laminaires divers.
 - b) Toute métallurgie à l'exclusion de celle du fer.
 - c) Construction métallique. Construction de machines. Construction et fabrication de matériel de locomotion et de transport de toute catégorie.
 - d) Production d'appareils et d'objets, en totalité ou principalement métalliques qui n'appartient pas à un groupe spécial en raison de leur emploi.
- 5° *Matériaux de constructions.* — Fabrication ou préparation de toute catégorie de matériaux à base de pierre ou de terre, destinés aux ouvrages terrestres ou hydrauliques : ciment, pierres, marbres, mosaïque et pierre artificielle ; poterie et céramique ; verres et cristaux ; chauffage, ventilation, assainissement et travaux préliminaires du bois.
- 6° *Métiers de la construction.* — Tous ceux du bâtiment, y compris la décoration, la ventilation, le chauffage et l'hygiène des bâtiments. Travaux publics et charpente.

- 7° *Industrie du meuble.* — Ameublement, ébénisterie, chaises et tapisseries; tourneurs sur bois, ivoire, os, sculpteurs.
- 8° *Industrie textile.*
- 9° *Industries du vêtement et de la coiffure.* — Fabrication et transformation d'articles et d'effets à l'exclusion des services personnels.
- 10° *Industries de luxe.* — Orfèvrerie, bijouterie, quincaillerie, jouets, horlogerie.
- 11° *Industries du matériel électrique et scientifique.* — Instruments, appareils et matériel d'éclairage, d'optique, de photographie, de topographie, d'astronomie, de météorologie, de musique, de médecine et de chirurgie. Poids et mesures. Matériel d'enseignement et de laboratoire.
- 12° *Arts graphiques.* — Tous ceux de l'imprimerie, y compris la photographie et la reliure.
- 13° *Industries chimiques.*
- a) Fabrication de produits chimiques utilisés dans les arts et les industries, la pharmacie, l'agriculture et le ménage.
 - b) Poudres et explosifs. Allumettes en bois et en cire.
 - c) Production et travail du papier, du carton, du caoutchouc, du celluloïd et matières similaires.
 - d) Cuirs et peaux.
- 14° *Panification.* — Meunerie, boulangerie, biscuits et pâtes alimentaires.
- 15° *Industries des conserves.*
- 16° *Industries de l'alimentation.* — Produits alimentaires, y compris les dérivés du lait. Fabrique de confitures et de chocolats.
- 17° *Sucres et alcools.* — Sucreries et distilleries. Préparation de la bière et de la glace.
- 18° *Presse et travaux d'édition.*

C. — SERVICES, COMMERCE, DIVERS.

- 19° *Transports terrestres.*
- 20° *Transports maritimes, fluviaux et aériens, y compris les services dans les ports.*
- 21° *Communications.* — Moyens divers de communication non compris dans les classifications antérieures.
- 22° *Spectacles publics.*
- 23° *Industrie hôtelière :*
 - a) Hôtels, pensions et restaurants.
 - b) Cafés, brasseries, bars et établissements similaires.
- 24° *Service de l'hygiène.* — Bains; coiffeurs, cireurs; lavage et repassage du linge; services divers d'hygiène et de toilette.
- 25° *Commerce.* — Vente en gros et au détail.
- 26° *Bureaux, Banques, y compris les établissements analogues de caractère commercial.*
- 27° *Industries et professions diverses.* — Toutes celles qui ne peuvent être classées dans aucun des groupes précédents.

A. noter que pour la création ultérieure de nouvelles corporations, motivée soit par le fait que l'un des métiers ou professions mentionnés à l'article 9 se détache du groupe, soit par la constitution de nouveaux groupes professionnels, la promulgation d'un décret-loi, réglementant son fonctionnement et ses attributions, sera nécessaire.

Il convient de remarquer, d'autre part, que certaines professions ont été formellement exclues de l'organisation paritaire, instituée par le décret du

26 novembre 1926. M. Aunos, commentant dans son ouvrage déjà cité « La Organización corporativa del trabajo » (L'Organisation corporative du travail) l'article 57 qui porte cette exclusion, nous en donne les raisons : « Le travail à domicile? » il est soumis, depuis le 26 juillet 1926, à une organisation paritaire spéciale ayant pour objet de déterminer les rémunérations minima de la main-d'œuvre. « Les professions libérales? » elles doivent être assimilées aux fonctions publiques qui bénéficient d'un statut spécial. « Les industries et domaines exploités directement par le gouvernement, ainsi que les services publics exploités pour le compte de l'Etat, des provinces, des municipalités ou de tout autre organisme officiel administratif? » les modalités d'exploitation de ces entreprises sont trop différentes de celles pratiquées dans les entreprises privées. « L'agriculture? » pour des raisons d'application technique, il n'est pas possible de la faire immédiatement entrer dans le cadre de l'organisation corporative nationale, mais après une étude approfondie de son cas, elle sera soumise à un régime spécial. Depuis lors, ce régime lui a été accordé par un décret-loi, en date du 12 mai 1928, publié à la *Gaceta de Madrid* du 20 mai suivant.

Quant aux « services publics affermés ou concédés », le dernier paragraphe de l'article 57 laisse au gouvernement le soin d'autoriser, sous réserve qu'aucune disposition spéciale ne s'y oppose, la formation de comités paritaires dans la forme qu'il jugera la plus appropriée au bon fonctionnement du service dont il s'agit; en exécution de ces dispositions, un comité paritaire national a été notamment institué pour le service des téléphones, ainsi que

des organismes paritaires spéciaux pour les chemins de fer.

Ainsi délimitées les corporations et les professions, métiers et travaux qu'elles comprennent, il convient d'examiner les organismes paritaires et hiérarchisés susceptibles de leur permettre de jouer le rôle pour lequel elles ont été créées.

Nous rappellerons, au préalable, que les membres composant ces organismes paritaires sont élus par les syndicats patronaux et ouvriers qui ont conservé leur caractère d'associations libres et privées; mais tout en respectant leur indépendance et en se défendant de vouloir les soumettre à un contrôle quelconque, le gouvernement du directoire n'a pas cru cependant pouvoir assurer la régularité et la sincérité des élections sans dresser une liste limitative de ces syndicats. Aussi, l'article 3 du décret du 26 novembre 1926 dispose-t-il que « pour assurer la représentation dans chaque groupe professionnel des organismes corporatifs et paritaires, il existera à la Direction Générale du Travail et de l'Action Sociale une liste de recensement des associations patronales et ouvrières qui sera révisée annuellement ».

**B. — Les comités paritaires locaux
et interlocaux.**

Les comités paritaires locaux constituent l'échelon le plus bas de la hiérarchie corporative; issus d'élections auxquelles ne peuvent participer que les syndicats régulièrement recensés, ils sont, aux termes mêmes de l'article 5 du décret-loi, « des institutions de droit public, dont le but essentiel est de réglementer l'activité de la profession ou du groupe de professions pour lesquelles ils sont compétents, dans les limites de la législation en vigueur ». Le soin de procéder à leur création est tout particulièrement confié, par l'article 7, au ministre du Travail, du Commerce et de l'Industrie, qui doit, par ordonnance royale, en constituer d'abord « dans les grands centres de population ouvrière et, dans ces centres, dans les professions ou métiers où les conditions spéciales du travail l'exigent »; ce texte le laisse donc seul juge du moment où les électeurs patronaux et ouvriers syndiqués doivent être appelés à désigner leurs représentants. Mais l'article 16 lui confère, en outre, dans certains cas, le droit de procéder lui-même à la désignation des membres des comités paritaires locaux et, par conséquent, de se passer du concours du corps électoral professionnel; en effet, « lorsqu'un comité paritaire local ou interlocal créé par le ministre du Travail, du Commerce et de l'Industrie ne peut fonctionner à cause de la résistance systématique et injustifiée qu'oppose l'une

des deux parties intéressées à la désignation des représentants, le ministre pourra nommer d'office lesdits représentants ». Ainsi, dans ce dernier cas, le gouvernement est appelé à désigner la totalité, soit de la représentation patronale, soit de la représentation ouvrière aux comités paritaires.

Nous savons déjà, par l'énumération donnée à l'article 9, que chaque corporation groupe plusieurs professions. Or, pour l'organisation des comités paritaires locaux, le décret-loi du 26 novembre 1926 a voulu, toutefois, respecter l'indépendance des métiers ou spécialités faisant partie d'un même groupement corporatif professionnel; en conséquence, il a prévu, dans son article 10, qu'il y aurait dans chaque localité ou dans les localités respectives, autant de comités distincts que de métiers dans la même corporation; « à cette fin, les comités paritaires locaux se constitueront en nombre nécessaire pour la représentation réelle de tous les groupes que distingue le présent décret-loi ».

Cette particularité est intéressante à noter, car elle est caractéristique de l'organisation corporative sur le plan local. Nous verrons, en effet, que le respect de l'autonomie des métiers ou professions disparaît sur le plan national, où la corporation n'est plus représentée que par un conseil unique.

A titre exceptionnel, l'article 10 prévoit, dans son deuxième alinéa, la création de comités paritaires interlocaux, c'est-à-dire englobant plusieurs localités, « chaque fois que l'extension d'industries déterminées, leur but particulier et les modalités particulières des relations du travail l'exigeront... Le ministre du Travail, du Commerce et de l'Industrie fixera dans tous les cas, et pour chaque groupe

en question, ces démarcations spéciales de caractère industriel ».

Alors que les comités paritaires locaux de chaque industrie se composent de cinq représentants patronaux, cinq représentants ouvriers et d'un nombre égal de suppléants, les comités paritaires interlocaux en comprennent sept de chaque. Par contre, dans les deux organismes, le président et le vice-président, qui sont nécessairement étrangers à la profession, doivent être désignés « par le ministre du Travail, du Commerce et de l'Industrie, sur la proposition du gouverneur civil de la province qui, à cet effet, présentera une liste de trois candidats ». Le deuxième vice-président, le secrétaire, le trésorier et le comptable sont choisis par le comité parmi ses membres, de telle sorte que ces fonctions soient remplies par un nombre égal de patrons et d'ouvriers. Dans des cas spéciaux, le ministre peut réduire le nombre de ces postes, mais la parité doit toujours être observée dans l'élection. A ajouter, enfin, que lorsque le président est présent, le premier vice-président a seulement voix consultative, mais non voix délibérative (art. 11 et 13).

Quant à l'élection des comités paritaires locaux et interlocaux, elle a lieu selon les règles suivantes, tracées par l'article 12 :

« 1° Les représentants patronaux et les représentants ouvriers seront élus respectivement par les associations professionnelles, patronales et ouvrières, de l'industrie, du métier, du service, de l'occupation ou groupe, légalement constituées et inscrites sur les listes de recensement électoral social établies par le ministre du Travail, du Commerce et de l'Industrie.

2° En vue de l'application du régime paritaire, seront considérées comme Associations ouvrières celles qui seront formées exclusivement de travailleurs intellectuels ou manuels, groupés pour la défense ou la protection des intérêts du métier, du travail ou du groupe pour lequel le comité paritaire a été institué.

3° Seront considérées comme associations professionnelles patronales :

- a) les associations patronales constituées conformément à la loi sur les associations ;
- b) les sociétés civiles ou commerciales qui occupent ordinairement plus de cent ouvriers.

4° Les membres des associations ou sociétés susmentionnées auront le droit de vote pour élire chaque représentation. Le registre des membres de ces associations servira de liste électorale ; dans les associations qui groupent plusieurs industries, métiers ou travaux divers, seuls les membres inscrits à la profession ou au groupe pour lequel le comité a été institué, participeront à l'élection.

5° Les élections auront lieu au sein de chaque association ouvrière conformément aux dispositions de ses statuts et règlements, et en présence d'un représentant de l'autorité.

6° Les élections pour la représentation patronale auront lieu au sein de chaque association mentionnée au paragraphe a) ; il leur sera accordé une voix si leurs membres occupent moins de cent ouvriers et une voix en plus pour chaque centaine ou fraction de centaine en sus. Celles qui sont visées au paragraphe b) disposeront de deux voix si elles occupent plus de cent ouvriers et moins de deux cents, et une voix en plus pour chaque centaine ou fraction de centaine en sus.

7° Le dépouillement et la proclamation du scrutin seront assurés par les délégations régionales, et à leur défaut par les délégations locales du Conseil du travail. A cet effet, les dites délégations recevront les procès-verbaux partiels où figurent les résultats du vote des

associations ou organisations ; ces résultats devront être publiés. Contre la légalité ou l'exactitude des procès-verbaux ou contre les vices de nullité du scrutin, un recours est ouvert devant le ministre du Travail, qui jugera, en dernier ressort, après avoir entendu la délégation des conseils de corporation, sans que les formalités nécessaires pour introduire ce recours puissent arrêter la constitution du comité paritaire dont il s'agit.

8° Lorsqu'il n'existe pas d'association, les employeurs et les ouvriers intéressés à la constitution du comité désigneront leurs représentants respectifs dans des assemblées distinctes, convoquées par le délégué régional s'il y en a un, ou par l'alcalde, président de la délégation locale du Conseil du travail, et tenues en conformité des dispositions de la loi du 15 juin 1880, qui règle l'exercice du droit de réunion.

Le vote sera secret et se fera par bulletins. Les résultats feront l'objet d'un acte notarié. »

Nous trouvons dans cet article, qu'il nous a paru intéressant de citer *in extenso*, la confirmation des principales indications données plus haut ; il établit, en effet, d'une façon incontestable, que les délégués patronaux et ouvriers siégeant aux comités paritaires locaux et interlocaux sont élus, non point par le corps professionnel tout entier, mais seulement par les syndicats figurant sur la liste de recensement dressée annuellement par la Direction Générale du Travail et de l'Action Sociale. Il établit, d'autre part, d'une façon péremptoire que les ouvriers ou patrons non syndiqués ne peuvent participer au vote, le droit de suffrage n'étant conféré qu'aux seuls individus régulièrement affiliés à des groupements corporatifs ; en un mot, le suffrage individuel cède le pas au suffrage corporatif. Il établit enfin que les membres des comités sont élus à la majorité

des suffrages exprimés et que la minorité, si importante soit-elle, n'est jamais représentée.

Quant aux conditions d'éligibilité, elles sont énumérées à l'article 15, qui ne donne la possibilité d'être élus membres des comités paritaires locaux ou interlocaux qu'aux « Espagnols ayant atteint leur majorité et qui ne sont pas dans l'incapacité de remplir les fonctions publiques ». Détail à noter, « les femmes sont électrices et éligibles ». Signalons, enfin, pour être complet, que « dans les comités paritaires interlocaux, la majorité des membres de chaque représentation patronale ou ouvrière devront avoir leur résidence dans la localité où doit fonctionner le comité ».

Il nous reste, pour en avoir terminé avec l'étude des comités paritaires locaux et interlocaux, à dire un mot de leurs attributions. L'article 17 du décret-loi du 26 novembre 1926 leur en confère cinq qui, bien que d'importance inégale, n'en méritent pas moins d'être citées. Elles consistent :

« 1° *A déterminer pour chacun des métiers ou professions, ou groupes de métiers ou de professions, les conditions de réglementation du travail (rémunération, durée, repos), et, en général, celles qui peuvent servir de base aux contrats de travail, ainsi que de prononcer contre ceux qui contreviennent à leurs décisions, les sanctions opportunes.* » Les comités ont donc pour première mission d'arrêter, en vertu des pouvoirs que l'exécutif leur a délégués, les règlements de travail qui, après approbation des commission mixtes compétentes, deviendront obligatoires, dans la localité, pour tous les membres patronaux et ouvriers de la profession.

« 2° *A prévenir les conflits* industriels et à s'efforcer de régler ceux qui ont pu éclater.

« 3° *A résoudre les différends* individuels ou collectifs entre patrons et ouvriers que leur soumettent les parties.

« 4° *A organiser des bourses du travail* pour procurer à tout instant de l'ouvrage aux ouvriers chômeurs; à cet effet, ils établiront une liste de recensement professionnel des patrons et ouvriers de leur branche d'industrie vivant dans la localité, et pourront délivrer un document qui prouve l'inscription de ces patrons et ouvriers sur lesdites listes de recensement.

« 5° *A s'acquitter de toutes autres fonctions sociales au bénéfice de la profession envisagée.* »
A ajouter que, outre ces pouvoirs et fonctions, les comités paritaires interlocaux pourront proposer au gouvernement l'adoption des mesures d'ordre technique et professionnel qu'ils jugent nécessaires pour l'existence et le développement de leur industrie.

L'article 17, que nous venons de citer, n'apporte aucune restriction aux pouvoirs des comités paritaires locaux ou interlocaux; est-ce à dire qu'ils aient la faculté d'en user en toute liberté et sans aucun contrôle? Dans l'affirmative, ils jouiront de prérogatives exorbitantes et pourront, dans de nombreux cas, commettre impunément des abus de pouvoirs, puisque, organismes de droit public, ils exercent un véritable pouvoir réglementaire au nom de l'Etat et que leurs décisions sont, comme les lois et décrets du gouvernement, immédiatement obligatoires. Dans la négative, quelles précautions ont été prises pour tempérer leurs pouvoirs?

Comme nous venons de le voir, les décisions des comités paritaires concernant « la réglementation du travail, la durée du travail, du repos, du licenciement et toutes autres conditions servant de base aux contrats de travail » sont obligatoirement soumises au contrôle hiérarchique des commissions mixtes compétentes qui les approuvent et leur donnent la force exécutoire (art. 21 et 42). Mais, en outre, ces décisions doivent, aux termes de l'article 43, être communiquées « à la délégation régionale du travail ou à l'inspection et à la délégation des conseils dans le double but de vérifier si elles sont prises conformément aux lois et de déterminer le rôle de l'inspection dans leur exécution » : dans les deux cas, les décisions litigieuses seront éventuellement portées en dernier ressort devant le ministre du Travail qui, en pleine souveraineté, les annulera, les reformera, ou, au contraire, les confirmera. Dans ces deux derniers cas, elles deviendront obligatoires sous peine d'amende d'un montant maximum de 1.000 pesetas, que le comité paritaire lui-même sera appelé à infliger. Remarquons, toutefois, que si le comité paritaire possède le pouvoir exorbitant de prendre des sanctions pécuniaires contre ceux qui ne se conforment pas aux règlements dont il est l'auteur, il ne peut agir par contrainte et doit en appeler au juge de première instance pour forcer les débiteurs récalcitrants à s'exécuter (art. 44).

C. — Les commissions mixtes du travail.

Il ne pouvait échapper aux auteurs du décret-loi du 26 novembre 1926 que certaines professions appartenant à des groupements corporatifs distincts pouvaient avoir des intérêts communs; mais, comme il était matériellement impossible de réunir dans chaque corporation toutes les industries, travaux, métiers, professions similaires ou connexes, il fallait prévoir sur le plan local la constitution d'organismes destinés à servir de liaison entre les comités paritaires de groupements corporatifs différents.

D'autre part, certaines industries nettement distinctes sont souvent appelées à participer, à des moments et à des stades différents, à la confection d'un même objet; elles ont donc des intérêts communs à sauvegarder qui, dans la plupart des cas, nécessitent une action commune.

C'est pour leur permettre de répondre à cette double préoccupation que le gouvernement du directeur a laissé aux comités paritaires appartenant à des professions similaires ou distinctes, la faculté de constituer des « commissions mixtes du travail ».

Intermédiaires entre les comités paritaires locaux et les conseils des corporations, ces commissions mixtes sont, aux termes mêmes de l'article 19 du décret-loi du 26 novembre 1926, « des groupements volontaires de comités paritaires unis dans le domaine du travail ou de l'économie nationale :

« 1° par la communauté de fonctions industrielles similaires ou de même nature;

« 2° par leur coordination dans un ensemble économique concernant des métiers et travaux qui effectuent une série d'opérations matérielles dépendantes et connexes au sein de l'organisation industrielle;

« 3° par les relations directes de leur activité professionnelle provenant d'une action simultanée et concurrente dans le travail de la production. »

Il s'agit donc d'un organisme volontairement constitué par les délégués de comités paritaires appartenant à des professions concourant à la fabrication d'un même produit. Or, si l'on tient compte que ces diverses professions ne font pas obligatoirement partie de la même corporation, on doit en déduire que les commissions mixtes peuvent être dans certains cas des organes intercorporatifs.

Les commissions mixtes, qui viennent heureusement doter les professions d'une organisation horizontale, se composent de trois représentants patronaux et de trois représentants ouvriers, élus par chacun des comités paritaires ayant exprimé le désir d'en faire partie; leur bureau comprend un président, un premier et un second vice-président, un secrétaire; un secrétaire adjoint, un trésorier et un comptable. Le président et le premier vice-président, qui doivent être étrangers à la profession ou aux professions qu'englobe la commission, sont, comme ceux des comités paritaires locaux, nommés par le ministre du Travail, du Commerce et de l'Industrie; si la nomination porte sur un magistrat, il n'y a pas incompatibilité avec ses fonctions

judiciaires. Quant au secrétaire, il est également nommé par le ministre du Travail, mais sur la proposition de la commission mixte. En définitive, cette dernière conserve uniquement le droit de choisir parmi ses membres les titulaires des autres fonctions, à la condition, toutefois, de désigner un nombre égal d'employeurs ou d'ouvriers (art. 20).

Si le soin de décider de l'opportunité de la formation de commissions mixtes appartient en propre aux comités paritaires intéressés, celui de les approuver est réservé à l'autorité supérieure, qui prend à cet effet un décret royal. En outre, ces commissions sont tenues, dans les quinze jours à dater de leur entrée en fonctions, d'établir leur règlement intérieur, qui doit être soumis à l'approbation du ministre du Travail.

Nous savons déjà que les commissions mixtes doivent connaître, « en vue de les approuver et de leur faire porter effet », non seulement des décisions prises par les comités paritaires de leur groupe au sujet des conditions servant de base aux contrats de travail (réglementation du travail, durée du travail, du repos, du licenciement, etc.), mais encore des infractions à ces décisions elles-mêmes.

En outre, elles veillent à l'exécution des dispositions générales relatives au régime du travail de leurs professions ou métiers respectifs et proposent aux pouvoirs publics les réformes qu'elles considèrent convenables à cette fin. Mais elles doivent surtout chercher « à assurer le règlement amiable des conflits et différends susceptibles de s'élever entre employeurs et ouvriers » et faire porter effet aux sentences de conciliation que les parties se sont engagées à accepter.

Enfin, les commissions mixtes et les comités paritaires qui en font partie ont également pour mission :

« 1° de créer ou de faciliter la création d'institutions de culture, d'enseignement technique et professionnel, de protection et de bienfaisance et de soutenir ces institutions;

2° d'entreprendre des études de caractère social qui contribuent à cette œuvre de culture et de progrès et de les-propager au moyen de publications. »

Aux termes de l'article 46, les décisions des commissions mixtes du travail, comme celles d'ailleurs des comités paritaires locaux ou interlocaux, sont rendues :

— à la majorité absolue des voix des employeurs et des ouvriers dans les séances réunies sur première convocation;

— à la majorité des membres présents, après une deuxième convocation.

Sur la façon dont sont prises ces décisions, le ministre du Travail, du Commerce et de l'Industrie exerce un contrôle préalable puisque, au moment où il est appelé à approuver chacun des statuts qui régissent les commissions mixtes, il doit « préciser le caractère et la nature des décisions ou des résolutions en relation avec les éléments qui les composent, les formalités de transmission des différentes affaires devant les comités paritaires et les commissions mixtes du travail, les pouvoirs nécessaires pour remplir des missions déterminées, les règles de leur activité conciliatrice et tout ce qui concerne

leur organisation et fonctionnement, dans les limites des attributions » que leur assigne le décret du 26 novembre 1926.

Les décisions des commissions mixtes sont obligatoires pour tous les éléments représentés dans leur sein; en cas d'inexécution, ces commissions pourront infliger au contrevenant des amendes, d'un montant maximum de 1.000 pesetas. Toutefois, les décisions prononçant ces pénalités pourront être attaquées dans le délai de dix jours devant l'assemblée plénière de la commission mixte compétente ou devant la délégation du conseil des corporations, selon que l'amende sera inférieure ou supérieure à 100 pesetas. En outre, « contre les décisions de caractère général, concernant une ou plusieurs branches de l'industrie, il pourra être introduit dans le délai de cinq jours un recours en révision devant la commission mixte qui les a prononcées »; « contre les résolutions de la commission, il pourra être introduit un recours en appel, dans le délai de quinze jours, par l'intermédiaire de la délégation régionale devant le Ministère du Travail, qui rendra une sentence définitive, après avoir entendu la délégation des conseils et la commission permanente du conseil du travail ». A ces divers recours, qui viennent tempérer les pouvoirs des commissions mixtes, s'ajoute enfin un contrôle hiérarchique, confié, par l'article 51, à la délégation régionale du travail, à l'inspection et à la délégation des conseils.

D. — Les conseils de corporation.

Ayant examiné l'organisation et le fonctionnement des comités paritaires locaux et interlocaux et des commissions mixtes du travail, il nous reste à étudier, pour en avoir terminé avec le système corporatif espagnol du décret du 26 novembre 1926, les conseils de corporation et la délégation de ces conseils. Nous nous bornerons à signaler, au préalable, en guise de transition, que, dans les provinces où la vie économique est peu développée, soit que les industries principales aient le même caractère, soit que l'organisation corporative fasse défaut, le Ministère du Travail peut créer par ordonnance royale des comités paritaires provinciaux et une commission mixte qui les englobe et les représente; dans ce cas, l'ordonnance royale doit fixer le nombre des membres, les attributions et le fonctionnement de la commission, afin qu'elle ait le plus d'efficacité possible (art. 24).

Chaque corporation qui, comme nous le savons déjà, est constituée par l'ensemble des comités paritaires d'employeurs et d'ouvriers intellectuels ou manuels, classés dans un même groupe, est pourvue d'un *conseil*, organe central de la profession. Les vingt-sept corporations prévues par l'article 9 du décret du 26 novembre 1926 sont donc représentées sur le plan national par vingt-sept conseils, dont les sièges sont fixés par ordonnance royale dans les localités où l'industrie ou les industries qu'elles englobent sont le plus développées.

Organe représentatif de la corporation, le conseil devait être l'expression même des éléments qui la composent; c'est pourquoi il comprend, en dehors d'un président et d'un vice-président, toujours librement nommés par décret royal du ministre du Travail, huit représentants patronaux et huit représentants ouvriers, ainsi qu'un nombre égal de suppléants, élus par les comités paritaires de l'industrie, du métier ou de la profession envisagée. En outre, lorsque la corporation comprend des groupements secondaires comme, par exemple, celle du « service de l'hygiène » (art. 9, 24°), qui réunit « les bains, coiffeurs, cireurs, lavage, repassage du linge et les services divers d'hygiène et de toilette », chacun de ces groupements élit quatre représentants patronaux et quatre représentants ouvriers, ainsi qu'un nombre égal de suppléants, et c'est alors l'ensemble de ces délégations professionnelles qui constitue le conseil de ladite corporation. Détail intéressant : sans aller jusqu'au système de la représentation proportionnelle, le paragraphe 2 de l'article 30 tient compte ici, dans une certaine mesure, du nombre de voix obtenues par les minorités. La désignation des représentants patronaux et ouvriers qui doivent siéger au conseil a, dès lors, lieu dans les conditions suivantes : les représentants respectifs des employeurs et des salariés au sein des comités locaux ou régionaux votent sur une candidature déterminée. Si, du relevé des votes des divers comités, il résulte que l'une des candidatures en minorité a cependant réuni les votes de 20 % au moins des patrons ou ouvriers associés de la profession envisagée, deux sièges sur huit sont accordés à cette minorité; chaque groupe du conseil est dès

lors constitué par six membres de la majorité et deux de la minorité. Le même principe joue lorsque la corporation englobe plusieurs sous-groupes et que les minorités obtiennent au moins 20 % des voix; dans ce cas, elles ont également droit au quart des sièges, soit à un sur les quatre attribués à chacune des classes du sous-groupe.

Quant au secrétaire du conseil, il est désigné par le ministre du Travail, sur la proposition dudit conseil qui présentera à cet effet une liste de trois candidats.

Nous ne saurions trop insister ici sur le contrôle hiérarchique qu'exerce le pouvoir central sur les principaux actes de la vie des conseils des corporations; c'est ainsi notamment que, bien que nommés par décrets royaux, les présidents doivent, quand ils jugent opportun de réunir leur conseil, avertir le ministre du Travail, à qui ils communiqueront l'ordre du jour à discuter. Les décisions prises dans les réunions et les propositions faites sont, non seulement soumises à ce ministre, mais encore à la délégation des conseils si elles sont intéressantes; en outre, les conseils doivent, chaque année, présenter leur budget au ministre, qui les approuvera; enfin, précaution prise au moment de la publication du décret du 26 novembre 1926, les conseils aussitôt constitués durent présenter un règlement de leur organisation et de leur régime intérieur, qui fut approuvé par le ministre, sur l'avis de la délégation des conseils.

Organe central des professions, métiers et travaux réunis en un même groupement corporatif, en contact direct avec le gouvernement représenté par le ministre du Travail, les conseils sont appelés à

exercer leur action dans le triple domaine du règlement, de la consultation et de la juridiction. A cet effet, l'article 32 prévoit qu'ils auront pour attribution :

« d'examiner à titre d'organisme paritaire supérieur toutes les réclamations soulevées par les décisions de caractère général affectant par suite toute l'industrie ou la branche principale d'une industrie;

« de déterminer les conditions de réglementation du travail, quand il s'agit de règles ou de contrats de nature à créer des obligations pour les groupes professionnels de plus d'une localité ou d'une région; dans ces cas, les intéressés pourront introduire un recours contre ces décisions devant le ministre du Travail qui décidera après avoir entendu la délégation.»

A cette fonction réglementaire, s'ajoute une fonction consultative; les conseils doivent en effet :

« porter à la connaissance du gouvernement tous les faits sociaux qui pourraient contribuer à servir d'expérience profitable au développement et à l'orientation de la législation;

« tenir, avec l'approbation préalable du ministre du Travail, donnée sur l'avis de la délégation des conseils, des congrès en vue de favoriser les progrès de l'industrie ou de la branche d'industrie en question;

« renseigner le gouvernement sur les questions relatives à l'enseignement technique et professionnel et sur les mesures sociales susceptibles d'être réalisées dans chaque industrie par la collaboration directe des employeurs et des ouvriers;

« intensifier la vie corporative et la pénétration réciproque des intérêts qui y sont représentés, en favorisant la création d'institutions d'assistance sociale parmi ses membres;

« réunir, en leur donnant un caractère officiel, avec l'approbation préalable donnée par décret royal du Ministère du Travail, les dispositions en vigueur dans les branches de leur compétence, en vertu des décisions des comités paritaires, des commissions mixtes qu'elles englobent ou de la corporation elle-même. »

Enfin, attributions se rattachant à la fonction juridictionnelle : les conseils des corporations doivent :

« se prononcer sur les recours contre les décisions des comités paritaires locaux ou interlocaux et s'efforcer de régler les conflits de leur compétence ou ceux que n'ont pu résoudre ces comités;

« régler les différends entre les comités paritaires similaires de localités distinctes et formuler des principes généraux pour résoudre les conflits qui peuvent être provoqués par le chômage forcé dans les branches d'industrie rentrant dans leur compétence; à cet effet, les bourses du travail desdits comités leur communiqueront les renseignements nécessaires. »

E. — La délégation des conseils de corporation.

Aux commissions mixtes du travail destinées, sur le plan local, à servir de trait d'union entre les professions similaires ou complémentaires, correspond, sur le plan national, la « Délégation des conseils de corporation ». Aux termes de l'article 33, cette délégation est instituée pour servir « d'organe de liaison entre les différents conseils corporatifs » qui, pouvant avoir sur certaines questions vitales des intérêts nettement divergents, risqueraient d'être amenés à prendre des décisions contradictoires. La délégation qui, en fait, supprime les cloisons étanches séparant les corporations, a pour première mission de les prévenir ou, à défaut, de les concilier. Mais elle intervient, d'autre part, à titre d'organe consultatif immédiat institué auprès du Ministère du Travail, dans toutes les questions de caractère paritaire et corporatif, où, suivant la décision du ministre, elle doit être entendue; en outre, par délégation des conseils de corporation et avec un caractère permanent :

1° elle connaît des recours contre les décisions des comités paritaires locaux ou interlocaux et des conflits que ces comités n'ont pu résoudre;

2° elle porte à la connaissance du gouvernement les faits sociaux susceptibles de servir d'expérience profitable au développement et à l'orientation de la législation; elle le renseigne également sur les questions relatives à l'enseignement technique et professionnel et sur les mesures sociales qui pourraient

être réalisées dans chaque industrie par la collaboration directe des employeurs et des ouvriers.

Enfin, la délégation des conseils devra être obligatoirement entendue chaque fois qu'il s'agira de modifier le décret-loi du 26 novembre 1926 qui l'a instituée, et elle pourra spontanément proposer au Ministère les modifications qu'elle estime le plus appropriées.

Disposition intéressante à noter : chaque fois que la nature ou l'importance de l'affaire l'exige, ou sur la proposition de la délégation, le Ministère du Travail peut convoquer à Madrid, ensemble ou séparément, les conseils des corporations ou les représentants autorisés de ceux-ci; dans ce cas, l'ordre du jour des questions à examiner est remis assez tôt à chacune des corporations, pour que les représentants qualifiés arrivent munis de pleins pouvoirs.

En pareil cas, les fonctions de président des corporations sont remplies par le ministre du Travail, qui, en raison de sa charge, est d'office président de toutes les corporations, tandis que les fonctions de premier vice-président sont confiées au président de la délégation des conseils.

Destinée à représenter les vingt-sept corporations actuellement existantes, la délégation des conseils aurait dû logiquement se composer d'un minimum de vingt-sept représentants patronaux et de vingt-sept représentants ouvriers. Ce n'est pourtant pas la solution adoptée par l'article 34 du décret-loi, qui prévoit ici une élection à deux degrés, fonctionnant dans les conditions suivantes : le représentant patronal et le représentant ouvrier que chaque conseil de corporation désigne, ne sont pas appelés

à siéger à la délégation; réunis à Madrid, ils doivent se borner à en élire les sept membres patronaux, les sept membres ouvriers, ainsi qu'un nombre égal de suppléants. En outre, la délégation comprend des membres de droit; ce sont, aux termes de l'article 37 : le directeur général du travail et de l'action sociale, l'inspecteur général du travail ou, par délégation, le sous-directeur et le sous-inspecteur de ces services.

D'autre part, comme dans tous les organismes paritaires, le président, le vice-président et le secrétaire de la délégation sont nommés par décret royal du Ministère du Travail; pour la désignation de ce dernier seulement, la délégation intéressée est autorisée à proposer son candidat. Par contre, trésorier, comptable, vice-secrétaire, vice-président, deuxième vice-président sont, comme dans les commissions mixtes du travail, élus librement par les membres, à condition d'observer le roulement prévu entre les employeurs et les employés.

Il nous reste, pour en avoir terminé avec cette première partie de notre étude consacrée à l'histoire du mouvement syndical, à examiner brièvement, d'une part, les principaux textes qui sont venus compléter ou modifier le décret-loi du 26 novembre 1926, d'autre part, la façon dont cette législation a été accueillie dans les milieux intéressés.

CHAPITRE III

Les principaux textes complétant ou modifiant le décret-loi du 26 novembre 1926.

Parmi les textes les plus importants qui sont venus compléter le décret-loi du 26 novembre 1926 sur l'organisation corporative nationale, il convient de citer tout d'abord *le décret royal du 7 janvier 1927* « portant création d'un comité paritaire permanent pour chaque entreprise qui exploite une ou plusieurs lignes de chemins de fer.

Compétents pour connaître des différends d'ordre individuel ou collectif s'élevant entre les compagnies et leurs agents et qui leur sont soumis par l'une ou l'autre partie, ces comités paritaires ne peuvent, par contre, se prononcer sur les questions qui, à leur avis, affectent directement « l'organisation, les exigences techniques des exploitations ferroviaires, ou, enfin, la discipline qui doit régner dans un service de cette nature ». Siégeant dans les localités où les compagnies ont leurs services centraux, ils ont la faculté de faire comparaître devant eux un ou plusieurs agents de la compagnie pour obtenir les déclarations ou avis qu'ils estiment nécessaires; ces comparutions sont alors considé-

rées comme faisant partie des obligations du service auxquels sont affectés les agents ainsi requis.

Les membres ouvriers et patronaux du comité paritaire de chaque entreprise doivent, en premier lieu, prêter leur attention aux travaux de leur comité; leurs salaires ou appointements leur sont maintenus; en outre, ils touchent les indemnités fixées dans chaque cas, à titre de frais de résidence, par l'ingénieur en chef de la division des chemins de fer et la compagnie intéressée lorsque, pour remplir leurs fonctions au comité paritaire, ils doivent se transporter en une localité autre que celle où ils résident habituellement.

Composé de trois ou de cinq représentants du conseil d'administration et de trois ou de cinq délégués ouvriers, selon que la longueur des lignes exploitées par la compagnie intéressée est inférieure ou supérieure à 500 kilomètres, le comité paritaire délibère sous la présidence d'un ingénieur désigné par le chef de la division des chemins de fer compétente parmi le personnel technique affecté à cette division. Ses résolutions ou décisions doivent être prises à la majorité des voix, en comptant celle du président qui, en cas d'égalité, ne sera pas prépondérante.

Seules, les décisions prises à l'unanimité sont exécutoires. Si cette unanimité n'est pas réalisée, le comité paritaire peut, à un moment quelconque avant le règlement de l'affaire qui lui est soumise, soumettre la question à la décision d'un arbitre; si celui-ci est désigné à l'unanimité, sa sentence devient immédiatement exécutoire; sinon, le président et les représentants des ouvriers et des entreprises doivent consigner leur opinion dans un

procès-verbal qui est publié d'office. Dans ce cas, le ministre des Travaux publics a la faculté de soumettre la question en litige au « tribunal de conciliation et d'arbitrage des chemins de fer » (¹), qui, après avoir recueilli les renseignements oraux ou écrits et les conseils et avis des personnes ou corporation compétentes, rédigera un rapport. Au vu de ce rapport, le ministre des Travaux publics décidera en toute indépendance.

Les décisions exécutoires des comités paritaires et du tribunal de conciliation et d'arbitrage des chemins de fer sont obligatoires pour les entreprises ainsi que pour les employés et ouvriers.

Détail à retenir : tant qu'un agent remplit les fonctions de membre d'un comité paritaire ou du tribunal de conciliation et d'arbitrage, et pendant les trois ans suivants, il ne peut être changé de service, congédié ou déplacé sans autorisation préalable de la division des chemins de fer compétente, donnée à la suite de l'enquête à laquelle elle se sera livrée à la demande de la direction de la compagnie. En outre, la compétence des comités paritaires s'étend aux réclamations des agents qui, ayant rempli dans ces comités la fonction de membres, se croient l'objet de sanctions ou de déplacements injustifiés de la part des compagnies.

Nous ne saurions également passer sous silence *le décret-loi du 12 mai 1928* sur « l'organisation corporative de l'agriculture ».

Ce décret a créé des comités paritaires et des commissions arbitrales qui sont les organes locaux des trois corporations suivantes :

1. Article 25 du décret du 27 janvier 1927, modifié par celui du 22 juin 1927.

- a) Corporation du travail agricole, qui groupe les employeurs et les travailleurs agricoles en vue de la réglementation du travail et de l'élaboration des contrats collectifs;
- b) Corporation de la propriété rurale, qui comprend les propriétaires, les fermiers, les métayers et tous ceux qui ont des contrats pour l'exploitation de la terre d'autrui;
- c) Corporation de l'industrie agricole, composée des producteurs de matières premières et des représentants des établissements industriels qui transforment directement les produits agricoles.

Institutions de droit public dont le but essentiel est de réglementer la vie sociale agraire dans le cadre de la législation, les comités paritaires et les commissions arbitrales sont créés par décision du ministre du Travail suivant les nécessités et les besoins.

Les organismes paritaires qui constituent ici la juridiction hiérarchisée sont :

- les comités paritaires locaux ou interlocaux du travail agricole ou de la propriété rurale;
- les comités paritaires provinciaux de l'une et de l'autre des deux dernières corporations;
- les commissions arbitrales régionales des industries agricoles;
- les conseils des corporations du travail agricole, de la propriété rurale et de l'industrie agricole;
- la délégation des conseils de corporations agricoles.

Sous réserve de certaines modifications de détail que nous ne pouvons examiner ici, tous ces organismes fonctionnent dans les mêmes conditions que ceux créés par le décret-loi du 26 novembre 1926; nous nous bornerons donc à dire un simple mot de l'échelon nouveau que constitue, dans la hiérarchie corporative, les commissions arbitrales régionales des industries agricoles.

Ces commissions sont créées à la demande des parties, par ordre du ministre du Travail, pour concilier les intérêts de la production agricole et des industries qui utilisent ou transforment les matières premières, ainsi que pour aplanir les différends éventuels; elles comprennent, outre un président, un secrétaire et des conseillers techniques librement désignés par le ministre, cinq représentants des producteurs agricoles et autant de représentants des industries de transformation. A chaque catégorie de production et de fabrication peut correspondre, si les intéressés en expriment le désir, une commission arbitrale régionale; dans ce dernier cas, il faudra entendre par région l'unité géographique d'une production agricole déterminée, unité circonscrite dans les limites qui seront fixées pour chaque cas particulier.

Il convient de citer encore, parmi les principaux textes ayant exclusivement trait à l'organisation corporative :

« *Le décret du 23 août 1928* » portant création d'un service général des corporations directement rattaché au Ministère du Travail.

Ce service, dont la création a été rendue nécessaire par le développement rapide des

organes corporatifs paritaires, est divisé en trois sous-sections, qui doivent s'occuper respectivement de l'organisation des comités paritaires, de leur fonctionnement, et, enfin, de l'établissement du registre social corporatif. D'autre part, c'est à ce service général qu'incombe l'étude de toutes les questions relatives à l'organisation corporative nationale et à l'organisation du travail à domicile.

- « *Le décret du 8 mars 1929* » approuvant, à titre de décret-loi, le texte codifié du décret du 26 novembre 1926 sur l'organisation corporative et les dispositions postérieures.
- « *L'ordonnance du 14 mars 1929* » portant création d'un conseil de la corporation de la banque; ce conseil représente la totalité des comités paritaires de l'industrie bancaire (application de l'art. 9 du décret codifié du 8 mars 1929 sur l'organisation corporative nationale de l'industrie).
- « *L'ordonnance du 5 avril 1929* » déclarant que les agents commerciaux (commissionnaires et représentants de commerce) qui emploient dans leurs bureaux du personnel sont soumis à la juridiction du comité paritaire compétent.
- « *Le décret du 29 mai 1931* », ordonnant aux délégués régionaux du travail ou aux délégués spéciaux que le ministre du Travail pourra nommer, et seulement à leur défaut aux gouverneurs civils ou aux maires, de convoquer immédiatement les représentants des employeurs et des travailleurs, entre lesquels

s'est élevé un conflit à propos de modifications à apporter aux conditions du travail en vigueur, et de les inviter à faire trancher leur différend par le comité paritaire compétent ou par un arbitre jouissant de la confiance des deux parties.

« *La loi du 8 avril 1932* » sur les associations professionnelles. Cette loi a entendu placer le syndicalisme patronal et ouvrier au centre même de cette organisation. Elle décide, ou plus exactement, elle rappelle que toutes les associations professionnelles déjà constituées, ou qui, à l'avenir, seront constituées par des employeurs ou des salariés pour la défense de leurs intérêts respectifs devront, pour avoir une existence légale, se conformer à des conditions de fond et de forme qu'elle énumère longuement : constitution, fonctionnement, attributions, sont minutieusement précisées par le texte.

Nous les connaissons déjà dans leurs grandes lignes; aussi ne croyons-nous pas nécessaire de les reproduire ici. Nous nous bornerons à signaler simplement que l'adhésion aux groupements professionnels reste volontaire et que, par conséquent, le principe de la liberté syndicale se trouve, non seulement sauvegardé, mais encore explicitement confirmé par le texte même de cette loi. En outre, elle soumet désormais les syndicats à un contrôle administratif très sévère de la part des fonctionnaires du travail, qui, dans certains cas, pourront les faire dissoudre par l'autorité judiciaire; en

contre-partie, les syndicats reçoivent des droits beaucoup plus étendus et, notamment, le droit de pétition, d'enseignement professionnel, le droit de gérer des œuvres de bienfaisance, d'agir en justice devant les tribunaux de droit commun ou devant les juridictions industrielles, de nommer des délégués au contrôle des entreprises, d'acquérir des biens et de contracter toutes obligations dans le cadre de la loi nouvelle.

« *La loi du 13 mai 1932* », instituant dans chaque province une délégation provinciale du travail comme dépendance du Ministère du Travail.

Le délégué du travail représente désormais dans la province le Ministère dans toute intervention des pouvoirs publics ayant pour but de résoudre les conflits du travail; en conséquence, tous les pouvoirs que la législation du travail en vigueur accordait jusqu'ici aux gouverneurs civils, soit en cette qualité, soit à titre de représentant des délégations provinciales du conseil du travail, ont été transmis aux délégués.

Nous ne saurions terminer cette énumération, qui n'est certes pas limitative, sans signaler le nouvel organisme de droit public, à base paritaire, institué par la *loi du 25 novembre 1931*, en vue de régler les conflits du travail par voie de conciliation et d'arbitrage : « les jurys mixtes professionnels ».

Ces jurys se divisent en trois classes, selon qu'ils s'occupent du travail industriel, de la propriété rurale ou de la production, ou enfin des industries rurales. Chaque groupe de professions, que la loi a établi, a été doté d'un jury mixte, pouvant éventuel-

lement se diviser en sections pour assurer un meilleur fonctionnement; ces sections ne sont composées que de quatre représentants patronaux, de quatre représentants ouvriers et de leurs suppléants, alors que, normalement, les jurys mixtes comprennent six représentants des employeurs, six représentants des salariés, un nombre égal de suppléants et un délégué provincial du Ministère du Travail.

Les membres de chaque jury sont élus pour trois ans par les associations patronales et ouvrières; le président doit être désigné à l'unanimité des voix des membres patrons et ouvriers; si non, le ministre du Travail le choisira parmi trois candidats présentés, l'un par les membres patrons, l'autre par les représentants ouvriers, le troisième par le délégué provincial.

Les jurys mixtes sont chargés de fixer les conditions générales du travail, les salaires, la durée minimum des contrats, la réglementation des congés pour chaque métier ou profession. Pour les travaux ruraux, ils doivent arrêter les conditions de logement des ouvriers, résoudre les questions relatives au payement des heures supplémentaires. Ils doivent encore : régler tous différends éventuels touchant les obligations nées des contrats de travail lorsque la somme en litige dépasse 2.000 pesetas, prévenir les conflits entre le capital et le travail en essayant d'accorder les parties, veiller à l'application des lois sociales, procéder aux opérations de recensement, proposer au gouvernement les mesures d'ordre technique et professionnel jugées utiles.

Les décisions des jurys doivent être prises à la majorité absolue des patrons et ouvriers à la première séance, à la simple majorité des membres

présents à la seconde; le président n'a le droit de vote que si, dans le deuxième scrutin, aucune majorité n'est obtenue. Par contre, il entre dans ses attributions normales de proposer des formules transactionnelles et de réclamer des membres patrons et ouvriers toute documentation qu'il juge nécessaire. Appel de toutes les décisions peut être interjeté dans les vingt-quatre heures devant le délégué provincial du travail et le ministre du Travail.

En matière de conciliation, les jurys mixtes doivent connaître des différends susceptibles de provoquer un conflit collectif de travail et des décisions de déclarer une grève ou un lock-out. Sous peine d'amende ou de poursuites correctionnelles; une grève ou un lock-out ne peut être déclaré qu'après un délai :

de huit jours, s'il doit entraîner un manque de lumière, un arrêt des chemins de fer ou l'obligation de laisser des malades ou des asiles sans assistance;

de cinq jours, s'il doit en résulter un arrêt des tramways ou l'impossibilité de ravitailler les habitants d'une ville;

de quarante-huit heures, dans tous les autres cas.

Les jurys mixtes professionnels de conciliation et d'arbitrage, dont nous venons d'exposer brièvement la composition et les attributions ne semblent pas avoir donné les excellents résultats qu'on était en droit d'en attendre; de nombreuses protestations, qui émanent pour la plupart, d'ailleurs, de groupements patronaux, se sont élevées notamment contre

leur fonctionnement. C'est ainsi, par exemple, que la « Confédération patronale espagnole », organisation centrale qui groupe plus de 70.000 employeurs, a demandé au début de 1933 la réforme des jurys mixtes; elle leur reproche de créer les conflits au lieu de les apaiser; en outre, elle accuse leurs présidents, dont le vote est décisif, de ne jamais se prononcer contre la thèse ouvrière. De leur côté, « les compagnies de chemins de fer » n'ont pas hésité à demander, dans leur assemblée générale tenue à Madrid du 23 au 25 mars 1933, la suppression des jurys mixtes, qui « manquent d'impartialité et dont les décisions ne sont jamais exécutées correctement ». Enfin, le premier vœu émis à la réunion de Madrid, le 19 juillet 1933, par « l'assemblée économique et sociale des organisations patronales » (qui comprend : la Confédération patronale, l'Association patronale d'études sociales et économiques, la Confédération gremial, le Comité de liaison des associations économiques de Catalogne et l'Union économique) était en faveur de la modification de la structure actuelle des jurys mixtes professionnels.

Il ne semble pas que le gouvernement soit resté sourd aux nombreuses critiques adressées à ces organismes; c'est du moins l'impression qui se dégage de certains renseignements qui viennent de nous être fournis, ainsi que de la lecture de numéros récents de journaux espagnols. A cet effet, un article paru dans *El Sol*, du 31 décembre 1933, est assez symptomatique; il nous confirme que la modification de la structure générale de jurys mixtes est actuellement à l'étude. La principale raison? Ils sont trop favorables aux ouvriers, parce qu'ils ont,

en fait, perdu leur caractère d'organismes paritaires. Mais, en outre, on s'est aperçu qu'il n'était pas bon de laisser le soin au ministre du Travail d'administrer la justice. Aussi le gouvernement met-il, en ce moment, au point un projet de réforme qui tendrait à changer le mode de désignation des présidents, vice-présidents et secrétaires des jurys mixtes en vue de les rendre plus impartiaux; ces fonctions seraient confiées de préférence aux hommes de loi, aux fonctionnaires de l'Etat et aux candidats gradués en sciences sociales, qui auraient pour mission essentielle de faire prédominer le point de vue social dans toutes les décisions à prendre. D'autre part, après enquête, la compétence des jurys mixtes serait modifiée en vue de mettre un terme aux abus « législatifs » qu'ils commettent et de la limiter à des fonctions arbitrales; moins de cas litigieux et plus de questions d'études sociales leur seraient désormais soumises; leur activité devrait être intégralement consacrée à la conciliation, à l'arbitrage et, d'une façon plus générale, à la recherche de tous moyens susceptibles d'apaiser les conflits entre patrons et ouvriers; dès lors, toutes les autres attributions qu'ils exercent aujourd'hui seraient rendues aux tribunaux industriels.

CHAPITRE IV

Appréciation de l'organisation corporative.

Les résultats qu'elle a permis d'obtenir.

Il nous souvient d'avoir lu dans certains ouvrages espagnols que le décret du 26 novembre 1926, sur l'organisation corporative, aurait été pris par le Directoire pour supprimer le syndicalisme. Aussi surprenante que paraisse cette assertion, elle ne nous semble pas devoir être purement et simplement écartée. Sans doute est-il excessif d'affirmer que le régime corporatif espagnol atteint le syndicalisme dans ses forces vives, puisqu'il le laisse subsister à l'état libre et ne lui impose aucune obligation nouvelle; en outre, il n'apporte aucune modification à la situation des syndicats qui conservent leur caractère d'associations libres et privées et dont l'activité n'est en rien modifiée; tout au contraire, il semble les avoir dotés d'une organisation susceptible de décupler leurs forces et d'accroître leur puissance d'action.

Toutefois, nous croyons pouvoir dire d'abord que si la situation du syndicalisme est restée inchangée sur le plan professionnel, il n'en est pas de même sur le plan politique. Peut-être, nous objectera-t-on, qu'une telle considération ne devrait pas trouver place dans une étude comme celle à laquelle nous nous livrons. Nous nous bornerons à répondre que si notre intention n'est pas d'étudier l'action politique des syndicats, il ne nous est cependant pas possible de la passer complètement sous silence, sous peine de rendre absolument inexplicable l'attitude de tel ou tel groupement corporatif; au surplus, dans tous les pays du monde, les formations syndicales ne sont-elles pas étroitement rattachées à certains partis politiques, dont elles partagent les aspirations? Pourquoi, dès lors, fermerions-nous systématiquement les yeux sur l'activité politique des syndicats espagnols? Parce qu'elle semble de plus en plus se substituer à leur activité professionnelle? Nous ne le pensons pas; ce faisant, nous dresserions du syndicalisme espagnol un tableau inexact parce qu'incomplet.

Il est à noter, d'autre part, que, dans le langage courant, on entend par « syndicalistes » les membres des syndicats dits « uniques », affiliés à la « Confédération Nationale des Travailleurs »¹ (C.N.T.), et qui consacrent uniquement leur activité à des fins politiques. Par contre, ce vocable n'est jamais appliqué à un autre groupement syndical, de beaucoup le plus important de toute

1. La C.N.T. est l'expression même du mouvement syndicaliste révolutionnaire; elle correspond chez nous à la C.G.T.U.

l'Espagne et universellement connu sous le nom « d'Union Générale des Travailleurs » ¹ (U.G.T.).

Grâce à cette double observation, il est facile de comprendre que le « syndicalisme » ait été atteint par l'organisation corporative; c'est qu'en effet les syndicats uniques ayant refusé de collaborer à l'organisation paritaire et s'étant volontairement privés des avantages qu'elle apportait, ont vu leurs troupes diminuer rapidement au profit de l'U.G.T., qui, au contraire, facilitait la mise en application du décret-loi sur l'organisation corporative. C'est ainsi, par exemple, que les groupes de l'unique refusèrent de participer à l'élection des représentants ouvriers aux comités paritaires et laissèrent ce soin aux membres du « libre » et aux socialistes de l'U.G.T. En conséquence, ils ne purent jamais être représentés au sein de ces comités; d'autre part, en raison de leur attitude même, ils ne furent jamais appelés à en assumer la présidence; ces fonctions ainsi que celles de secrétaire, furent, dès lors, confiées, soit à des hommes fermement attachés à la dictature, soit à des socialistes, membres de l'U.G.T. Or, ni les uns ni les autres n'eurent la confiance des habitants de la Catalogne, seule contrée où l'élément ouvrier dominait nettement et où, par conséquent, les comités paritaires auraient eu intérêt à fonctionner normalement.

1. L'U.G.T. qui, jusqu'à présent du moins, incarnait le syndicalisme réformiste, est l'équivalent de notre C.G.T. Il s'ensuit qu'en Espagne, les unionistes sont des réformistes et les confédérés, des révolutionnaires.

L'organisation corporative, même patronale, se heurta, dès les premiers jours, à l'individualisme catalan; à Bilbao, où la plupart des entreprises sont aux mains de grandes compagnies étrangères, surtout anglaises, la lutte fut acharnée. Le gouvernement de la dictature, dont l'avènement avait été acclamé de tous, était déjà miné par le discrédit et la méfiance, et n'était plus assez fort pour aller jusqu'au bout en rendant désormais la loi obligatoire pour tous; aussi, sa législation et son action ouvrière fut-elle, sur certains points, absolument inopérante.

Nous devons à la vérité de dire, d'autre part, que l'activité des comités paritaires ne fut pas aussi grande que pouvait le laisser espérer le décret-loi du 26 novembre 1926. Dédaignant les principales attributions que ce texte leur avait conférées, ces comités ne s'occupèrent presque exclusivement que des contrats de base de travail et du règlement des questions de renvois injustifiés des ouvriers. La statistique suivante ¹, arrêtée à la date du 30 septembre 1931, et établie par province, donne un résumé suggestif de cette activité : dans la deuxième colonne figure le nombre des ouvriers ayant bénéficié de ces contrats de travail, dans la troisième, le montant des indemnités payées aux travailleurs pour renvois injustifiés :

1. Enrique SANTIAGO : *La U.G.T. ante la revolucion* (pp. 32 et 33).

PROVINCES	NOMBRE D'OUVRIERS	INDEMNITÉS
Alava	4.820	409 10
Albacete	»	»
Alicante	59.256	13.991 70
Almeria	34.300	7.675 25
Avila	4.200	4.298 10
Badajoz	89.300	1.470 »
Baleares	24.420	12.341 41
Barcelona	147.343	1.027.745 25
Burgos	2.027	1.326 25
Càceres	56	1.454 08
Càdiz	6.750	1.608 75
Castellón de la Plana....	3.450	1.816 75
Ciudad Real.....	14.250	»
Córdoba	19.158	31.022 18
Coruna	2.154	16.076 »
Cuenca	4.200	»
Gerona	21.498	4.868 60
Granada	32.202	64.489 83
Guadalajara	4.505	»
Guipuzcoa	15.721	25.381 70
Huelva	24.940	22.472 13
Huesca	»	»
Jaèn	11.400	9.365 36
Lérída	5.400	66.339 80
Logrono	»	»
León	446	»
Lugo	418	1.970 »
Madrid	326.045	976.956 21
Màlaga	20.687	18.393 65
Murcia	8.592	26.207 43
Navarra	»	»
Orense	18.500	11.950 »
Oviedo	33.709	7.738 36
Palencia ..	701	5.374 »
Palmas (Las).....	17.530	15.822 95
Pontevedra	5.086	22.290 85
Salamanca	»	»

Santa Cruz de Tenerife...	»	12.026	21
Santander	10.950	3.359	»
Segovia	4.120	1.606	86
Sevilla	78.923	79.176	10
Soria	»	»	»
Tarragona	2.425	8.894	25
Teruel	»	»	»
Toledo	2.425	»	»
Valencia	56.383	126.025	53
Valladolid	16.530	42.109	05
Vizcaya	59.836	95.726	71
Zamora	569	288	»
Zaragoza	5.617	7.646	31
TOTAUX	1.207.917	2.777.713	71

Mais il est juste de signaler aussi que les efforts des organismes paritaires en matière de conciliation n'ont pas toujours donné des résultats négligeables; en effet, si nous examinons ceux obtenus à la date du 30 septembre 1931, dans les instances introduites en matière de renvois injustifiés ¹, nous constatons :

qu'à Madrid, par exemple, sur 5.311 réclamations, 3.000 purent être réglées à l'amiable; d'autre part, sur 1.210 jugements rendus, 1.000 décisions environ furent arrêtées en dehors de toute intervention du président;

qu'à Barcelone, sur 1.149 demandes, 620 furent réglées par la voie de la conciliation, 273 par jugements rendus à l'unanimité des membres des comités;

qu'à Cordoue, sur 304 demandes, 118 aboutirent à des accords.

1. Enrique SANTIAGO : *La U.G.T. ante la revolucion.*

Nous ajouterons enfin que les comités paritaires surveillèrent avec soin l'exécution de leurs décisions; à cet effet, ils se livrèrent, par exemple, à 16.000 inspections environ à Madrid, à 3.000 à Valence et à 1.000 à Saragosse; au surplus, le tableau suivant ¹, arrêté à la date du 30 septembre 1931, résume-t-il assez bien l'activité des organismes paritaires :

1. Enrique SANTIAGO : *La U.G.T. ante la revolucion.*

ORGANISMES PARITAIRES	NOMBRE de réclamations pour renvois			NOMBRE de dénonciations infractions aux conditions de travail			NOMBRE de conflits		NOMBRE de séances		NOMBRE d'inspections effectuées		Contrats de travail	Ces organismes fonctionnent depuis
	Mesures de conciliation	Jugements		présentées	jugées	sanctionnées	survenus	jugés	de direction	plénières	à Madrid	en province		
Commission mixte des spectacles publics.	478	188	12	70	20	2	44	18	18	218	18	6	19	2 ans et 10 mois
— de l'hôtellerie	1.058	613	124	425	275	171	221	221	40	139	Non chiffré.		9	2 ans.
Comité de la construction et de la maçonnerie.....	1.159	399	33	2.355	309	143	25	25	111	68	2.355	»	25	2 ans et 6 mois.
Comité du commerce de l'alimentation.	134	118	20	8.520	2.340	2.725	»	»	44	52	8.520	»	1	2 ans et 7 mois.
— de la métallurgie.....	721	59	9	»	»	»	26	14	36	53	277	7	1	2 ans et 6 mois.
— du commerce de gros.....	339	147	41	817	287	287	»	»	39	26	817	»	1	2 ans et 7 mois.
— des transports terrestres	443	425	55	»	»	»	»	»	73	73	15	»	3	1 an et 8 mois.
— des arts graphiques	358	134	30	832	832	623	1	1	82	88	244	16	8	»
— de l'hygiène	121	33	13	615	610	198	3	3	24	50	615	10	»	2 ans.
Comité du vêtement et de la parure (cordonnerie, tailleur).....	114	47	18	51	47	46	3	2	64	74	51	»	5	1 an et 6 mois.
Comité des industries de l'alimentation.	82	46	3	438	414	207	»	»	93	30	438	»	1	2 ans et 2 mois.
— de la panification	165	56	18	»	»	»	»	»	56	29	»	»	2	2 ans et 1 mois.
— des industries chimiques	70	20	4	»	»	»	1	1	20	8	»	»	»	1 an.

— des médecins	5	5	1	24	24	1	2	2	19	98	82	»	2	3 ans.
— de la banque	13	8	»	»	»	»	»	»	29	40	»	»	1	2 ans et 7 mois
Comité du vêtement et de la parure (linge)	37	10	1	»	»	»	»	»	8	8	»	»	»	1 an et 2 mois
Comité d'assurances	13	5	»	»	»	»	»	»	13	23	»	»	»	2 ans et 8 mois.
Comité de l'électricité, du gaz, de l'eau et des communications par radio...	9	4	3	»	»	»	»	»	55	73	»	»	1	1 an et 11 mois.
Comité de chromolithographie	3	1	»	1	1	»	9	2	8	8	1	»	»	8 mois.
Groupe ment de comité de Tolède....	9	6	3	96	82	58	»	»	72	90	»	8	21	Environ 2 ans.
— — de Guadalajara.	13	4	»	10	9	9	»	»	4	49	»	1	»	(Manquent les renseignements.)
Comité occasionnel de l'industrie minière de Puertollano	16	2	»	3	3	»	17	17	2	37	»	»	»	»
Comité des tramways	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1 an et 7 mois.
— du meuble	209	133	15	116	11	100	5	2	88	31	»	»	»	»
— de construction de Talavera ..														
— — de Cuenca...														
Comité de construction de Alcazar de San Juan														
Comité de métallurgie de Puertollano.														
Totaux	5.598	2.472	405	14.399	3.280	4.574	359	308	983	1.414	13.584	48	104	

(Manquent les renseignements.)

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les principales formations syndicales, leur répartition territoriale.

La Confédération Nationale des Syndicats catholiques ouvriers.

C'est à l'étude des formations syndicales actuellement en présence en Espagne que nous voudrions consacrer la deuxième partie de notre étude; notre intention n'est d'ailleurs pas d'insérer ici une liste limitative des groupements professionnels espagnols, mais uniquement d'examiner les deux principales forces syndicales antagonistes, connues sous le nom de Confédération Nationale du Travail (C.N.T. ou syndicat unique) et d'Union Générale du Travail (U.G.T.). Le premier de ces groupements à tendances anarchistes, décline de jour en jour; le second, au contraire, dont le nom et l'histoire est inséparable de celui du parti socialiste,

a pris une importance prépondérante, qui ne semble pas devoir disparaître dans un avenir prochain. C'est ce qui explique notre désir de lui consacrer la plus grande partie de nos développements; mais, au préalable, nous dirons un mot de la répartition territoriale des forces syndicales, ainsi que de quelques groupements patronaux et ouvriers qui, en raison de leur importance, méritent d'être au moins cités.

*
* *

Parmi les provinces les plus importantes, l'Andalousie est peut-être celle qui a la plus mauvaise organisation sociale; région purement agricole, de grandes latifundias, elle est habitée par une population extrêmement inculte; aussi est-elle un champ ouvert aux agitations ouvrières et, notamment, à la lutte entre le socialisme de l'U.G.T. et le « syndicalisme » de la C.N.T. Le premier a l'avantage d'avoir pu s'y établir pendant la dictature, et le deuxième celui que donnent les énergies déployées dans la lutte contre les éléments hier encore officiels. Il ne faut pas oublier, en effet, que le triomphe politique des socialistes a donné un développement extrême à leur parti; toutefois, celui-ci comprend, depuis lors, un grand nombre de membres qui n'ont aucune notion du socialisme et qui, de l'avis même de leurs chefs, sont beaucoup trop sensibles aux pressions exercées par les groupes adverses.

Bilbao, pays basque, est dominé politiquement par le nationalisme. Celui-ci forme un parti tellement fort et d'un esprit si pur, que ses statuts interdisent l'admission de membres qui n'auraient pas au moins, du côté de l'un des quatre aïeux, du

sang basque dans les veines. Il en résulte que la plus grande partie des ouvriers mineurs et métallurgistes de Bilbao, recrutés pour la plupart à l'intérieur de l'Espagne, se trouvent aujourd'hui exclus du parti nationaliste et sont entrés peu à peu dans l'unique organisation ouvrière à tendance socialiste qui s'y soit formée : l'U.G.T. C'est pour ces motifs qu'après celui de l'Andalousie, le parti socialiste et l'U.G.T. comptent à Bilbao un deuxième centre de résistance; aussi les dirigeants nationalistes en sont-ils venus à étudier s'il ne serait pas opportun de supprimer la condition qui empêche la majeure partie de l'élément ouvrier de venir à eux. Ils croient que, ce faisant, ils arriveraient à annihiler l'influence socialiste. Il est intéressant de noter d'ailleurs que l'organisation ouvrière a pris, sous cette influence, un caractère singulier qui apparaît comme une variante purement locale du socialisme. Sous le nom de « Solidarité d'ouvriers basques » (Solidaridad) se sont constitués des groupements spécialement destinés à défendre et à protéger l'ouvrier basque; revêtant avant tout le caractère de sociétés mutualistes, ces formations ne négligent pas l'organisation professionnelle à laquelle pourvoit leur fédération. Cette dernière, qui prévoit plusieurs branches et groupements de métiers, régleme l'agriculture, l'élevage et même la pêche (elle a établi, par exemple, que le bénéfice du coup de filet se partagerait par moitié entre le propriétaire du bateau et les pêcheurs); de plus, elle intervient surtout dans les conflits entre ouvriers et patrons.

En Catalogne, l'U.G.T. n'a pu, en raison de son orientation nettement socialiste, recruter que

fort peu d'adhérents; c'est pourquoi les syndicats dits « uniques » de la C.N.T. continuent à y dominer. Mais les abus qu'ils commettent, joints à l'individualisme catalan, en ont fait séparer un grand nombre d'ouvriers indigènes; la plupart les ont moralement abandonnés et se désintéressent de leur action; certains même ont tenu à manifester leur mécontentement et c'est ce qui explique que, dans quelques usines, les délégués des syndicats aient pu être parfois reçus à coups de pierre et que, d'autre part, les carnets d'adhérents aient été collectivement détruits.

Ces incidents ont donné lieu à la formation d'autres syndicats professionnels séparés, qui se développent rapidement, malgré l'opposition acharnée de la C.N.T., comme, par exemple, celui connu sous le nom de « Federacion obrera catalana » (Fédération ouvrière catalane).

Il n'existe en Catalogne ni syndicats nationalistes, ni syndicats catholiques ouvriers.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que jusqu'en 1909, les syndicats catholiques ouvriers n'eurent, dans le reste de l'Espagne, qu'une importance extrêmement limitée; mais à partir de cette date apparaissent successivement des fédérations à Valence (1909), à Madrid (1912) et à Valladolid (1915), qui se réunirent en 1919 pour former la « Confédération nationale des syndicats catholiques ouvriers ». Cette confédération est actuellement constituée par deux cents syndicats environ et deux fédérations nationales d'industrie; quant à ses effectifs syndicaux, qui ne furent jamais supérieurs à 60.000 membres, ils sont, à l'heure actuelle, bien inférieurs à ce chiffre.

CHAPITRE II

Les principaux groupements patronaux.

En présence du développement rapide des groupements ouvriers, les employeurs ne sont pas restés inactifs. Leur esprit d'association a d'abord été fortement stimulé par la nécessité de faire front aux organisations ouvrières; mais, en outre, ils furent appelés à se grouper pour désigner leurs délégués aux comités paritaires et faire soutenir, au sein même de ces organismes, le point de vue patronal en face des revendications ouvrières. Aussi n'y a-t-il pas moins de trois mille associations patronales actuellement inscrites sur la liste de recensement du Ministère du Travail, liste sur laquelle doivent figurer toutes les associations patronales ou ouvrières désirant participer à l'élection des membres des organismes officiels à caractère paritaire.

Les trois grandes forces à caractère national qui, aujourd'hui, consacrent surtout leur activité à la défense des droits de la classe patronale sont, pour la grande industrie, la « Federación nacional de industrias », et, pour le commerce et la petite industrie, la « Confederacion Gremial espanola » et la « Confederacion patronal espanola ». Cette der-

nière, qui s'est formée en 1911, groupait, en 1929, 38 fédérations. Quant à la confédération « Gremial », constituée en 1912, elle compte aujourd'hui plus de 250 groupements patronaux et de 51.400 membres. En outre, elle entraîne dans son sillage, sans cependant les englober, 321 associations réunissant plus de 20.000 adhérents.

Nous signalerons également le groupement patronal dénommé « Estudios sociales y economicos », qui, par ses avis et ses études sur les problèmes économiques et sociaux, influe, non seulement sur les décisions du Conseil du travail et des divers organismes centraux, mais bien souvent aussi sur celles des conférences internationales du travail.

Enfin, en marge de ces grandes organisations à caractère national, il existe des groupements d'industrie d'inégale importance, comme par exemple :

- la « Union de empresas periodisticas » de Madrid, et celle de la Catalogne, qui groupent respectivement tous les grands journaux de Madrid et de Catalogne;
- la « Federacion de empresas periodisticas de provincias », qui réunit plus de cent journaux;
- la « Federacion de sindicatos carboneros » (Fédération des syndicats des marchands de charbon);
- las « Asociaciones de banca del centro de Espana », « Asociacion de banqueros del norte de Espana » y « Federacion de banqueros de Barcelona », qui groupent tous les banquiers d'Espagne, etc., etc.

CHAPITRE III

Les principaux groupements ouvriers : leur origine.

L'organisation ouvrière espagnole a pour point de départ le congrès de Barcelone de juin 1870, qui décida la création de la section espagnole de l'association internationale ouvrière; en effet, comme nous allons le voir, cette section contenait en puissance les éléments qui, après des vicissitudes diverses, allaient donner naissance aux deux grandes centrales syndicales connues sous le nom d' « Union Générale des Travailleurs » (U.G.T.) et de « Confédération Nationale du Travail » (C.N.T.).

Dès l'origine, les travailleurs espagnols se divisèrent en deux clans modelés sur les deux tendances diamétralement opposées, qui se firent jour au sein même de l'Internationale ouvrière; c'est l'époque où Marx et Bakounine, les deux fondateurs de la première Internationale, en 1868, se livraient, au sein de cet organisme, une lutte sourde, qui devait tourner à l'avantage du premier; en effet, Bakounine en fut définitivement exclu au congrès de La Haye, en 1872.

Cette exclusion fut un stimulant pour la fraction des travailleurs espagnols, qui, suivant les ensei-

gnements du maître, ne songèrent désormais qu'à redoubler d'efforts pour faire triompher son point de vue ¹. Et c'est ainsi qu'au congrès de Cordoue, en décembre 1872, ils purent réunir 236 syndicats, groupant 20.000 membres, et leur faire acclamer un manifeste qui se terminait par ses mots : « Vive l'Internationale ! Salut à la solidarité, à l'anarchie et au collectivisme ! » La Confédération Nationale du Travail était dès lors virtuellement constituée ! En mai 1873, les « autoritaires » ou partisans de la majorité marxiste de l'Internationale, qui ultérieurement devaient fonder l'Union Générale des Travailleurs, ne parvenaient à faire participer à leur congrès de Tolède que cinq fédérations à très faible effectif !

Proclamée le 11 février 1873, la République s'écroula après le coup d'Etat du général Pavia, en janvier 1874. Celui-ci ne se contenta pas de supprimer le Parlement ; il voulut également juguler les forces ouvrières et, à cet effet, commença par dissoudre la section espagnole de l'Internationale et à en persécuter les membres. Sans doute pendant cette période de terreur, les groupements ouvriers connurent-ils des moments difficiles ; il n'en est pas moins vrai qu'ils continuèrent à fonctionner clandestinement jusqu'au moment où arriva au pouvoir, en 1881, une partie plus libérale, que dirigeait Sagasta. La réunion d'un congrès national put

1. A vrai dire, les militants barcelonnais n'avaient pas attendu l'exclusion de Bakounine de l'Internationale pour affirmer leur solidarité avec lui ; en effet, les décisions prises au congrès de Barcelone, en juin 1870, puis à la Conférence de Valence, en 1871, attestent que la section barcelonaise s'était mise en relations directes avec lui et avait secrètement adhéré à « l'Alliance de la démocratie socialiste » dont il était le fondateur.

avoir lieu le 23 septembre à Barcelone, et c'est alors que, sous le nom de « Fédération des Travailleurs de la région espagnole » fut définitivement reconstituée la section espagnole de l'Internationale. Tous les adhérents, sauf huit « autoritaires », se déclarèrent anarchistes-collectivistes. L'année suivante, au congrès de Séville, cette section groupait déjà 58.000 membres environ. Pendant ce temps, l'autre fraction de l'Internationale, qui suivait les préceptes de Marx, avait fondé secrètement en 1879 le parti socialiste et constitué des centres à Madrid, Barcelone et Guadálajara.

Arrivés à ce point de notre étude, nous nous proposons d'étudier séparément les deux grandes entités ouvrières dont nous venons de préciser les origines. Nous aurons l'occasion, au cours des développements qui vont suivre, de rappeler, en les complétant, les raisons qui les opposent et d'examiner également celles qui dans un avenir prochain semblent devoir les rapprocher.

La Fédération des Travailleurs de la région espagnole, exclusivement composée de disciples de Bakounine, qui, ultérieurement, devaient fonder la puissante C.N.T., a su faire bloc contre les éléments marxistes qui la combattaient. Par contre, elle a toujours été impuissante à mettre un terme aux luttes que se livraient ses propres membres, les uns rejetant toute idée d'organisation, quelle qu'elle soit, les autres rêvant « d'une libre fédération d'associations libres et de producteurs libres ». Alternativement, ces deux tendances semblent avoir prédominé jusqu'en 1888, époque à laquelle la Fédération disparut pour faire place à une « Commission de relations et de statistiques ».

A partir de cette date, la tendance hostile à toute organisation l'emporte nettement; plus conforme à la doctrine anarchique, elle paraît également plus conforme à l'intérêt bien compris des ouvriers : ne leur permet-elle pas, en effet, d'échapper plus aisément à la répression et au contrôle des pouvoirs publics? C'est pourquoi furent écartés les projets de création d'une organisation centrale autoritaire et hiérarchisée, ainsi que de caisses importantes de résistance pour soutenir efficacement la lutte contre le patronat. Les dirigeants anarchistes semblent vouloir surtout compter, au moment des grèves, sur la solidarité spontanée des masses ouvrières.

Cependant, la nécessité de rester en contact avec les forces ouvrières n'a pas échappé à la vigilance de la Commission de relations et de statistiques; aussi a-t-elle eu soin de convoquer périodiquement des congrès et de créer des fédérations de résistance, ainsi que des centres de solidarité.

I. — La Confédération Nationale du Travail.

Ce n'est qu'en 1911 que se reconstitua l'organisation centrale du mouvement syndical révolutionnaire sous le nom de « Confédération Nationale du Travail » (C.N.T.); elle engloba immédiatement tous les syndicats anarchisants qui, quoique persécutés, avaient continué à subsister dans l'ombre. En outre, de nouveaux groupements se créèrent, notamment à Barcelone et à Saragosse, où ils acquirent rapidement une très grande importance, surtout en Catalogne. Le décret de dissolution, dont la Confédération fit l'objet en 1915, ne vint pas ralentir son prodigieux développement, et c'est ainsi qu'au congrès tenu à Madrid en décembre 1919, la C.N.T. pouvait annoncer qu'elle groupait 800.000 à 1.000.000 d'adhérents et 200.000 sympathisants représentés. Il est juste de préciser que ses effectifs venaient d'être récemment augmentés de ceux de la Fédération Nationale des Ouvriers Agricoles, fondée en 1913, au congrès de Cordoue, et qui comprenait surtout des ouvriers agricoles de l'Andalousie.

Devant la croissance rapide des forces ouvrières, le gouvernement décida de réagir énergiquement; au surplus, son intervention était impatiemment attendue de tous ceux qui, partisans de l'ordre, ne pouvaient souffrir les actes de terrorisme auxquels se livraient les anarcho-syndicalistes de la

C.N.T. au sein de leurs syndicats dits « uniques ». Tous les moyens que la loi mettait à sa disposition furent épuisés pour les atteindre : suspension des garanties constitutionnelles en vertu de l'article 17 de la Constitution, poursuites judiciaires en application des dispositions du Code pénal sur les associations illicites, proclamation même de l'état de siège en vertu de la loi du 23 avril 1871, institution d'un contrôle général sur les associations de la province de Barcelone par circulaire du gouverneur de cette province en date du 21 janvier 1920, enfin application des peines sanctionnant le délit d'escroquerie aux associations d'ouvriers qui, bien que dissoutes, continueraient à recouvrer des cotisations. Nous rappelons enfin que c'est à ce moment que le général Martinez Anido créait, en face des syndicats « uniques » de la C.N.T., les syndicats « libres » de sinistre mémoire, répondant ainsi à la violence par la violence et incitant ses troupes de « pistoleros » aux crimes les plus odieux.

Partisan de l'action directe et de la violence, la C.N.T. aurait dû, semble-t-il, réagir énergiquement, lorsque après le coup d'Etat de 1923 le général Primo de Rivera prit le pouvoir. Il n'en fut rien; « apolitique », elle déclara se désintéresser de la lutte contre la dictature. En outre, elle n'accepta pas de collaborer à l'institution de l'organisation corporative et notamment se refusa à participer à la désignation des représentants ouvriers aux comités paritaires. La rançon de cette intransigeance fut que ses membres, considérés comme suspects, connurent l'hostilité farouche du pouvoir central; aussi, un très grand nombre d'entre eux, lassés des persécutions dont ils étaient les victimes, abjurè-

rent-ils l'anarcho-syndicalisme et passèrent-ils dans les rangs de l'organisation rivale (l'U.G.T.), qui, plus habile, sut merveilleusement extraire de la nouvelle législation le maximum d'avantages pour la classe ouvrière.

Ces considérations expliquent que, de 1923 à 1930, les effectifs de la C.N.T. aient sensiblement diminué. Cette régression numérique ne devait d'ailleurs être que provisoire; en effet, avec l'avènement du nouveau régime, la Confédération put étendre sa puissance à toute l'Espagne et, notamment, à l'Andalousie, où elle parvint à recruter de nouveaux adhérents. Il ne faudrait surtout pas croire qu'elle dût ce regain de popularité, soit à la lutte qu'elle soutint contre la dictature, soit au rôle prépondérant qu'elle fut appelée à jouer au moment de l'avènement du nouveau régime; comme nous le savons déjà, fidèle à son « attitude apolitique » (« apoliticismo »), elle refusa toujours de s'associer aux efforts des républicains et des socialistes, membres de l'U.G.T., qui seuls militèrent au sein du Comité révolutionnaire. Il n'en est pas moins vrai qu'au congrès extraordinaire tenu à Madrid du 11 au 16 juin 1931, la C.N.T. réussit à grouper 418 délégués représentant 511 syndicats et 535.565 membres ¹.

Depuis lors, sa puissance est allée en décroissant; ses adhérents, lassés de son attitude uniformément négative, de ses excès, de ses violences, de ses ordres de grève toujours voués à un échec certain, ont rapidement déserté ses rangs. C'est alors que

1. Extrait de « Memoria del Congreso extraordinario celebrado en Madrid, los días 11 al 16 de Junio de 1931 », Barcelone 1932 (*Vida y Trabajo*, Churrua, 15, Madrid)

sentant la nécessité de modifier sa tactique pour conserver ses troupes, la C.N.T. accepta de soutenir le gouvernement de la jeune république catalane; elle n'en fut guère récompensée, car ce gouvernement, ne pouvant tenir les promesses faites au temps des élections, dut renoncer à satisfaire ses exigences. Aussi la Confédération a-t-elle repris sa liberté et doit-elle désormais lutter seule et affaiblie par l'inégalité dans le combat contre l'U.G.T., dont la puissance ne cesse de s'accroître, et par l'indifférence des travailleurs catalans, ennemis de l'extrémisme. Dans cette pénible situation, elle s'est alliée à la Fédération Anarchiste Ibérique (F.A.I.) et c'est avec elle qu'elle soutient une lutte acharnée contre tous les organismes publics et les groupements ouvriers n'appartenant pas à son organisation.

Il ne semble pas, cependant, que cette mainmise de la F.A.I. sur la Confédération Nationale du Travail soit approuvée de tous. A cet effet, la fin du manifeste des « Trente », militants « syndicalistes » dissidents, est assez suggestif; après avoir rappelé les dernières turbulences sociales déchaînées par la F.A.I., maîtresse à l'heure actuelle des leviers de commande de la C.N.T., il poursuit ¹ :

« La C.N.T. ne peut pas continuer à être contrôlée par un pouvoir étranger, qui l'entraîne dans des situations comme la dernière. Il faut chasser de l'organisation ces forces étrangères et il faut les balayer sans aucune sorte de scrupules. Que

1. Extrait de l'article paru dans le journal *El Socialista* du 22-1-1933, sous le titre « Un manifeste des Trente-Celle qui agonise lentement : la C. N. T. »

ceux qui, chaque jour, veulent faire des révolutions les fassent eux-mêmes. Que ceux qui veulent jouer au jeu d'échecs révolutionnaires y jouent eux-mêmes; mais, dans les deux cas, qu'ils agissent pour leur propre compte et avec leur argent, et non pas pour le compte et avec l'argent d'autrui. Le moment est arrivé de jouer franc jeu, sans profiter du triomphe des autres. Résolus à faire face aux événements, nous faisons appel aux travailleurs de Barcelone, à ceux de Catalogne et d'Espagne, pour qu'ils nous aident dans l'œuvre d'assainissement et de moralisation que nous voulons réaliser au sein de notre confédération. Et nous faisons appel à vous, parce que c'est à l'indifférence avec laquelle vous avez contemplé, jusqu'à présent, tout ce qui se passait au sein de l'organisation, qu'il faut attribuer ce qui est arrivé. Si les travailleurs s'étaient préoccupés de ce qui se faisait par les syndicats, les résultats auraient été tout autres. En affirmant notre foi et notre confiance dans l'avenir de l'organisation, en considérant le passé comme un douloureux accident au cours duquel plusieurs sont tombés en chemin, nous panserons le plus vite possible les blessures encore sanglantes et nous rétablirons tous la C.N.T. Notre foi en vous et en nous, notre décision inébranlable de refaire tout ce qui a été saboté sans rime ni raison, notre désir de recouvrer pour notre Confédération le prestige, le crédit et le respect, qui, à tous les points de vue, lui sont dus si elle réalise sa mission transformatrice, nous amènent à croire que votre concours ne nous manquera pas, que vous nous aiderez, que nous vous aiderons, et que, tous ensemble, comme des hommes qui savent ce qu'ils veulent, nous ferons

tous le miracle de ressusciter celle qui agonise lentement : la Confédération Nationale du Travail. »

Toutefois, la tendance précédente n'est pas la seule qui se soit manifestée au sein de la C.N.T. ; pour le prouver, il nous suffira de rappeler les travaux préparatoires du congrès du 5 mars 1933. Quatre manifestes ont été alors publiés, savoir :

celui des syndicalistes soumis à l'influence du groupe des Trente ;

celui des syndicalistes suivant les directives données par les communistes officiels (Bloc ouvrier et paysan), c'est-à-dire non affiliés à la troisième Internationale ;

celui des syndicalistes de Sabadell ; et, enfin,

celui des syndicalistes militant à l'Union Socialiste de Catalogne.

Or, voici les réflexions auxquelles se livre, à propos de ces manifestes, un rédacteur anonyme de *La Voz* dans un article paru le 3 mars 1933 dans ce journal ; il nous apprend d'abord que les manifestes coïncident sur les deux points suivants : accepter la tactique des attentats terroristes imposée par la F.A.I. à la Confédération Nationale du Travail, et

réclamer la création d'un centre syndical ouvrier établi sur des bases démocratiques et qui ne serait soumis à aucun groupe ni parti politique. Puis il ajoute : Politiquement, la force la plus importante est celle qui suit le groupe des Trente. Toutefois, Pestana et Peyro, ses dirigeants officiels, outre qu'ils ne sont pas toujours d'accord entre eux, n'osent pas modifier entièrement les vieilles concep-

tions anarchistes, et leur phraséologie est encore bourrée de lieux communs périmés qui ne traduisent plus fidèlement leurs pensées.

Ils peuvent arriver, s'ils se le proposent, à créer une seconde C.N.T., en face de la C.N.T. générale; le problème consistant à doter les classes travailleuses d'un organisme de défense économique n'en sera pas résolu pour cela, mais bien au contraire compliqué.

Avec moins de forces, mais grâce à un esprit de discipline rigide, le Bloc ouvrier et paysan prétend en définitive s'emparer de la C.N.T., ou tout au moins d'une partie; il cherche à obtenir quelques voix supplémentaires en emportant ce qu'il pourra d'une organisation vaincue. Aussi est-ce peut-être par tactique que le manifeste de leurs syndicats, qui vient d'être publié, déclare qu'ils sont disposés à assister au congrès et à collaborer à l'épuration de la C.N.T. pour l'établir sur la base de la démocratie intérieure et de l'unité ouvrière. Cet appel, tardif et inefficace, ne sera accueilli ni par la F.A.I., ni par le groupe des Trente, et les syndicats relativement nombreux, absorbés par le Bloc, continueront, pour le moment, à végéter dans leur isolement.

Les syndicats de Sabadell, qui par eux-mêmes constituent une force homogène, disciplinée et constructive, semblent être ceux qui interprètent le mieux les aspirations latentes dans le prolétariat catalan, d'unité ouvrière et de respect mutuel entre les tendances des syndicats. Ayant des points de contact évidents avec le groupe des Trente, ils sont en même temps plus désintéressés et ont des conceptions plus modernes de la lutte syndicale. Ils pourraient être la base de la rénovation qui s'annonce.

Enfin, le manifeste des socialistes catalans ne signifie pas discorde et lutte; bien que d'un ton aussi violent que les autres, il ne propose cependant pas de scission et n'aspire pas à conquérir une prépondérance nuisible dans les organismes syndicaux. Il se borne, en face du désordre évident de l'organisation, à lancer avec les autres manifestes un appel à la concorde; mais il innove lorsqu'il propose, non pas une rénovation de la C.N.T., mais bien la création d'un nouveau centre syndical, groupant tous les syndicats ouvriers en Catalogne, un centre démocratique, vigoureux, populaire et scrupuleusement administré.

Tous les manifestes et tous les groupes qu'ils représentent pèseront sur l'orientation du congrès, qui, à notre avis, ne peut se terminer que de deux manières : soit par l'expulsion des anarchistes de la F.A.I. des fonctions qu'ils occupent à la direction de la C.N.T. et peut-être de la Confédération elle-même, soit par l'expulsion de tous les groupes protestataires. En ce moment, deux jours avant le congrès, la majorité qui peut s'y former est encore indécise et très discutée.

En fait, ce fut la F.A.I. qui l'emporta nettement, brisant l'opposition qui s'était manifestée au congrès du 5 mars 1933.

Cette victoire devait être fatale à la C.N.T.; c'est, en effet, en raison de la prédominance acquise dans ses cadres par la F.A.I. qu'elle se désagrège aujourd'hui lentement; ses meilleurs dirigeants, et parmi eux l'ancien secrétaire général, M. Angel Pestana, s'en sont séparés avec l'espoir de faire revenir leurs masses au « syndicalisme pur »; ils ont été suivis

dans leur retraite par un certain nombre des syndicats importants de Catalogne et de Valence.

Il est intéressant, d'ailleurs, de connaître l'essentiel du manifeste lancé par ceux qui, avec M. Pestana, ont tenu à se désolidariser de la C.N.T. Pour eux, cette confédération n'est plus « qu'un foyer d'infection », un groupement incapable et irresponsable, condamné par sa propre nature à s'éteindre peu à peu, au fur et à mesure de la décomposition de l'ordre social et économique » ; et ils ajoutent ¹ :

Nous qui ne voulons pas périr dans ce naufrage et qui ne voulons pas non plus laisser sombrer les syndicats ouvriers, seuls moyens de défense de nos intérêts et seuls points d'appui pour cimenter notre révolution, nous vous lançons cet appel et nous vous disons : nous allons donner une impulsion nouvelle à l'organisation des syndicats ouvriers, en barrant la route au sectarisme qui les détruit, qui ne permet pas à la classe travailleuse de s'organiser pour lutter contre le capitalisme et qui, en outre, s'oppose à l'édification de notre bastion révolutionnaire : le syndicat.

Mais cette raison n'est pas la seule qui nous pousse à agir. En dehors des divergences sur le terrain doctrinal, il existe des motifs d'ordre pratique et économique que nous croyons décisifs pour la vie de l'organisation. Les agissements devant lesquels nous nous trouvons aujourd'hui ont détruit, non seulement la morale syndicale, l'idéologie du syndicalisme, mais encore ont réduit à néant les possibilités d'amélioration de la situation matérielle du prolétariat ; pour faire de l'agitation révolutionnaire absolument inopportune, les besoins les plus immédiats des travailleurs ont été, en effet, relégués au second plan.

.....

Devant une situation aussi grave, quel est le moyen le plus pratique de résoudre le problème posé par une

1. *La Voz*, 26 juin 1933.

crise sociale et syndicale aussi profonde? Deux moyens se présentaient. L'un était de prendre part au mouvement des syndicats actuellement constitués, et de lutter, dans leur sein, pour obtenir un changement d'attitude de la C.N.T. L'autre, celui que nous suivons (c'est-à-dire la séparation), était d'entreprendre l'organisation pour notre compte.

Nous avons examiné, froidement et avec calme, ces deux moyens, et naturellement nous avons opté pour le dernier, qui est le plus justifié :

1° Parce que, en fait, on a exclu la majorité des militants et tous les syndicats qui ont protesté, puisqu'on leur a arraché, en tant que travailleurs, tous droits d'appartenir et de participer à la direction du syndicat ;

2° Parce qu'on a saisi ce prétexte pour persécuter les ouvriers qui n'ont pas donné de preuves de sympathie à la F.A.I., dont les directives vont à l'encontre de l'intérêt de la C.N.T. ;

3° Parce que nous considérons impossible la vie commune avec ceux qui ne reconnaissent aucune valeur au Syndicat et qui estiment que leur action révolutionnaire doit uniquement consister à pousser le groupe à se livrer à des attentats terroristes ;

4° Parce que, en raison même de ce que la décision prise par le Congrès extraordinaire, de constituer les fédérations nationales d'industrie, a été sabotée, nous savons qu'il sera toujours impossible d'organiser une superstructure syndicale, conforme aux intérêts du prolétariat ;

5° Parce qu'il est impossible de maintenir un organisme comme la C.N.T. sans l'aide pécuniaire apportée par les cotisations que fournissent les ouvriers.

Pour M. Pestana et ses camarades, le syndicat doit être un organisme de résistance avant d'être un organisme de distribution et de production. Ceci veut dire qu'à son point de vue :

1° le syndicat doit être l'organisation naturelle des travailleurs, dans laquelle doit s'organiser la résistance et la lutte contre la classe capitaliste; en conséquence, les syndicats doivent se composer de travailleurs, jouissant de droits et de devoirs égaux, sans distinction d'idées politiques;

2° de même que le syndicat est l'organisation qui convient le mieux aux travailleurs, il est par nature l'organe de production et, en cette qualité, le seul apte à remplir une fonction révolutionnaire;

3° pour pouvoir remplir, immédiatement et à l'avenir, ses fonctions, le syndicat doit être uniquement organisé en vue d'accomplir les fonctions sociales et économiques qui lui incombent.

Au préalable, il faut donc organiser les syndicats; puis, aussitôt après, engager sans retard la lutte en vue d'obtenir :

1° la réduction de la journée de travail;

2° le rajustement des salaires et la fixation d'un salaire minimum;

3° le droit de contrôle de la production;

4° la lutte contre le chômage.

Et le manifeste ajoute :

Si nos projets de réalisations immédiates n'étaient pas intimement liés à un idéal révolutionnaire, — et dans ce cas, l'idéal ne peut être que l'émancipation des travailleurs, grâce à la solution du problème économique — notre labeur serait infécond et sans racines dans la conscience collectiviste. Il n'en est pas ainsi. En même temps que nous aspirons à chercher une solution à la situation angoissante des travailleurs, nous voulons nous consacrer à une autre œuvre plus importante

encore, plus humaine, plus vaste. S'il est vrai que nous allons chercher à remédier, de toute urgence, aux maux engendrés par le capitalisme soutenu par le Gouvernement, — ce que ne peuvent empêcher ceux qui ont mal engagé la lutte, — nous allons aussi, d'accord avec le syndicalisme révolutionnaire, jeter les bases d'une société plus juste.

D'accord avec les syndicats d'Espagne qui travaillent dans ce sens, nous allons résoudre les trois questions capitales suivantes :

1° Etablir la structure des syndicats avec leurs divisions correspondantes, afin que, agissant aujourd'hui sur le terrain de la résistance au capitalisme et de la recherche des moyens de production, ces syndicats puissent être les organes de base du nouveau régime, une fois la révolution faite ;

2° Réaliser la fusion au sein des syndicats, des trois grands facteurs de la vie : main-d'œuvre, technique et science ;

3° Acquérir la connaissance la plus exacte possible de la structure et du fonctionnement du système économique capitaliste, pour être à même d'en utiliser les conquêtes techniques et scientifiques et de transformer suivant nos propres principes l'organisation de l'économie bourgeoise.

En résumé, il semble que le but poursuivi par les syndicalistes dissidents puisse se résumer dans les deux propositions suivantes :

suppression du système capitaliste et son remplacement par des organismes émanant de la classe ouvrière ;

disparition de l'Etat en tant que pouvoir politique organisé.

Il est juste de dire qu'à l'heure actuelle les éléments rivaux de la C.N.T. paraissent s'être

rapprochés pour mener ensemble une lutte acharnée contre les divers gouvernements qui se succèdent; les controverses de doctrine ont été reléguées au deuxième plan et les partisans de l'action directe immédiate affirment une fois de plus leur autorité. Rien ne résume mieux, d'ailleurs, l'orientation actuelle de la Confédération que la proclamation suivante lancée par les soins de la F.A.I. dans la nuit du 9 décembre 1933 :

« L'heure de la révolution a sonné; le moment tant attendu par le peuple pour mettre fin une fois pour toutes aux souffrances et à l'oppression séculaire est arrivé. Nous allons vers un communisme libertaire. Tous les ouvriers révolutionnaires doivent se joindre à l'insurrection armée, les femmes dans leurs maisons, les hommes dans les usines et les jeunes gens dans les rues. Tous, comme un seul homme, doivent répondre à *l'appel de la Confédération Nationale du Travail et de la Fédération Anarchiste Ibérique*.

« La première poussée, nous la destinons à la suppression du pouvoir organisé de l'Etat, en mettant entre les mains du peuple les armes qui sont la garantie de la liberté. Quand ce pouvoir sera détruit, les hommes seront égaux en droits. Vous ne devez plus respecter aucune autorité. »

II. — L'Union Générale des Travailleurs.

En 1887, les associations ouvrières de Mataro s'adressèrent à celles de Barcelone pour leur suggérer l'idée de convoquer dans cette ville un congrès qui pourrait avoir lieu l'année suivante à l'occasion de l'Exposition Universelle. Bien accueillie en principe, cette suggestion faillit être écartée en suite de l'attitude hostile des anarchistes; il n'en fut rien cependant et c'est ainsi qu'en août 1888 Pablo Iglesias, qui sept ans auparavant avait créé le parti socialiste espagnol, fondait à Barcelone « l'Union Générale des Travailleurs ». Instruit par l'expérience et connaissant parfaitement les raisons qui avaient fait échouer en 1882 la première tentative en vue de constituer, sous le nom « d'Association Nationale des Travailleurs d'Espagne », une union nationale des organisations ouvrières, il eut soin d'en confier l'organisation à un excellent administrateur, son ami Antonio Garcia Quejido, ex-secrétaire de l'Association des Imprimeurs, ainsi que de la Fédération Typographique; il décida, en outre, que le centre directeur serait fixé à Barcelone.

Vingt-cinq délégués représentant quarante-quatre associations et 4.668 membres répondirent à l'appel des organisateurs; deux délégués seulement ne résidaient pas en Catalogne : Iglesias, de la Fédération Typographique, et Jean Serna, de celle des charpentiers de Madrid. Une commission fut immédiatement composée pour rédiger un projet de statuts;

celle-ci, qui comprenait notamment Pablo Iglesias, termina rapidement ses travaux et soumit au congrès, qui l'approuva, la définition suivante du but poursuivi par l'Union et des moyens dont elle entendait user pour y parvenir :

STATUTS DE L'UNION GENERALE
DES
TRAVAILLEURS D'ESPAGNE

TITRE PREMIER.

Objet.

ARTICLE PREMIER. — L'U.G.T. a pour objet :

- 1° de réunir dans son sein les sociétés, fédérations et unions de résistance ;
- 2° de créer de nouvelles sections de métiers et de les constituer en fédérations nationales ;
- 3° d'améliorer les conditions du travail ;
- 4° de maintenir d'étroites relations avec les organisations ouvrières des autres pays qui poursuivent le même but que cette union et de faire jouer avec elles, le plus souvent possible, le principe de solidarité.

TITRE SECOND.

Moyens.

ART. 2. — L'Union Générale des Travailleurs d'Espagne se propose de parvenir à ses fins, en ayant recours à la *grève bien organisée* et en *obtenant des Pouvoirs publics le vote* des lois favorables aux intérêts du travail comme la journée légale de huit heures, la fixation d'un salaire minimum, l'égalité de salaires pour les travailleurs des deux sexes, etc...

Par son « objet » et par ses « moyens », l'U.G.T. prenait, dès l'origine, nettement position contre la

C.N.T. Elle ne devait, d'ailleurs, se départir qu'une seule fois de cette attitude, dans les dernières années de la guerre et de l'après-guerre; en effet, la répression sévère qui a alors suivi les grandes manifestations sociales a eu pour résultat d'amener un rapprochement entre l'U.G.T. et la C.N.T. Les négociations en vue d'une entente, qui s'étaient poursuivies pendant trois années, aboutirent, en 1920, à la conclusion d'un pacte d'alliance ainsi conçu (traduction littérale) :

« Des délégués de la Confédération Nationale du Travail et de l'Union Générale des Travailleurs, réunis à la maison du peuple de Madrid, ont décidé d'un pacte de circonstance englobant toutes les forces composant les deux organisations ouvrières en vue de faire front à la situation réactionnaire et répressive que les éléments politiques et patronaux viennent de créer en Espagne.

« Les conditions et les raisons de cet accord entre toutes les forces organisées de la nation seront exposées dans un manifeste, qui demain sera adressé à la classe ouvrière et à l'opinion publique ¹ » (2 septembre 1920).

Ce pacte fut de courte durée, car il fut dénoncé la même année, en suite de la grève générale proclamée par la Confédération Générale du Travail et que l'Union Générale désapprouva.

Par contre, l'U.G.T. faisait immédiatement cause commune avec le parti socialiste qui avait présidé à sa naissance; cette union intime s'est affirmée, d'ailleurs, en la personne de Pablo Iglesias

¹ Effectivement, ce manifeste, dont les termes furent approuvés sans débat par les délégués, fut lancé le 3 septembre.

qui, jusqu'à sa mort, a présidé l'une et l'autre. M. Besteiro, qui lui a succédé, a également cumulé les deux fonctions jusqu'à une date relativement récente. Sans doute, U.G.T. et parti socialiste possèdent-ils chacun une organisation administrative distincte; il n'en reste pas moins qu'en dehors même de leur communauté de présidence, ils sont si intimement unis et en rapport si fréquents qu'il n'est pas rare d'entendre appliquer à l'un l'appellation de l'autre. Nous signalons notamment qu'aux termes mêmes des statuts, tout membre du parti socialiste doit adhérer à l'Union; pour ceux qui, par leur profession, ne peuvent faire partie d'un syndicat déterminé (médecins, avocats, hommes de lettres par exemple), ils devront s'inscrire au « syndicat des professions diverses ». *A contrario*, tous les dirigeants de l'Union, bien que n'y étant tenus par aucun texte, appartiennent, en fait, au parti socialiste. En outre, dans les villes de provinces, la « Casa del Pueblo » (maison du peuple ou bourse du travail) est commune aux deux organisations; les secrétaires de syndicats sont les élus du parti, les bulletins sont communs, les tournées de propagande sont indifféremment faites par les uns ou les autres, sinon par les deux ensemble.

Cette collaboration intime avec le parti socialiste n'était pas faite pour apaiser la haine que les anarcho-syndicalistes de la C.N.T. nourrissaient contre l'U.G.T. Aussi, les dirigeants de cette dernière agissent-ils sagement lorsque, à son quatrième congrès, tenu à Madrid en 1899, ils décidèrent de transférer dans cette dernière ville le siège de l'Union, qui jusque-là était resté fixé à Barcelone, refuge de l'anarchie. A cette époque, l'U.G.T.

comptait déjà soixante-cinq associations représentant 15.264 adhérents.

La tactique prudente et réservée adoptée dès le début par l'U.G.T. et sa tendance nettement réformiste en face de la tendance révolutionnaire de la C.N.T. lui ont valu la tolérance de la part des pouvoirs publics et la confiance d'un nombre toujours croissant de travailleurs. Le tableau suivant montre, mieux que ne le feraient de longs commentaires, les progrès constants de ses effectifs :

ANNÉES	SYNDICATS	MEMBRES AFFILIÉS
—	—	—
1900.....	69	14.737
1901.....	172	29.383
1902.....	226	32.778
1903.....	282	46.896
1904.....	352	56.900
1905.....	373	59.905
1906.....	274	36.557

Pendant les années 1907 à 1910, on enregistre de nombreuses grèves qui attestent la puissance du mouvement ouvrier. La monarchie intervient alors et, par une répression sévère, réussit à affaiblir les organisations professionnelles.

Toutefois, à partir de 1910 et jusqu'à 1916, le contingent des affiliés recommence à augmenter d'une façon constante, bien que pendant ce temps se soit constitué à Barcelone la C.N.T. En 1910, il y a 305 syndicats et 40.984 affiliés; en 1911, 328 et 77.745, malgré l'ordre de grève générale auquel l'U.G.T. a répondu et le décret de dissolution dont elle a fait l'objet comme « association illicite dont les statuts n'ont pas été approuvés par

le gouvernement »; en 1912, 376 syndicats et 128.914 membres. En 1913, nous atteignons le chiffre de 147.729 adhérents et de 351 syndicats. Mais sur ces entrefaites, la grande guerre européenne éclate; par milliers les ouvriers espagnols émigrent en France et nous terminons l'année 1914 avec 127.804 membres et 393 syndicats. Au début de 1917, alors que l'Espagne commence à connaître une ère de révolution, le nombre des affiliés n'est que de 99.520 pour 464 syndicats. La répression de la grève générale d'août de la même année a exclusivement pesé sur les groupements affiliés à l'Union Générale; aussi, le nombre des affiliés est-il tombé en 1918 à 89.601.

Toutefois, dès que les persécutions eurent cessé et que les ouvriers eurent recouvré leur pleine liberté, l'activité des organisations reprit de plus belle; au début de 1920, le chiffre des affiliés s'élevait à 211.342 et celui des syndicats à 1.078. A partir de cette date, les effectifs de l'Union ont progressé de la façon suivante :

ANNÉES	SYNDICATS	MEMBRES AFFILIÉS
—	—	—
1922.....	1.198	208.170
1923.....	1.275	210.617
1924.....	1.299	210.741

Ni pendant la dictature, ni après les années terribles de persécutions, le nombre des affiliés n'a considérablement diminué. Pendant la dictature, notamment, la situation des organisations ouvrières a été très pénible; plusieurs d'entre elles ont été dissoutes et, cependant, au moment de la réunion

du congrès de 1928, le nombre des syndicats était de 1.342 et celui des adhérents de 210.567; en décembre 1929, ce chiffre était porté à 228.501, et en 1930 à 277.011; parallèlement, le nombre des syndicats s'élevait à 1.511 et 1.734.

Malgré toutes les pressions et les actes arbitraires dont les travailleurs étaient l'objet de la part de la dictature à son déclin, le contingent des membres de l'U.G.T. n'a cessé de s'accroître, tant et si bien que ce furent 300.000 affiliés qui votèrent la grève générale de décembre, déclenchée par le Comité révolutionnaire dans le but de renverser la monarchie.

Depuis l'avènement de la République, le nombre des inscrits à l'Union (et, par contre-coup, au parti socialiste) a augmenté d'une façon prodigieuse. Du 31 décembre 1930 au 31 décembre de l'année suivante, il s'est accru de 681.440 unités, passant de 277.011 à 958.451; pendant la même période, celui des syndicats s'élevait de 1.734 à 4.041, soit une augmentation de 2.307 unités.

Enfin, au 30 juin 1932, l'U.G.T. comptait 1.041.539 adhérents et 5.107 syndicats. Nous ajouterons d'ailleurs que dans ce dernier chiffre ne sont pas compris 1.091 syndicats qui avaient négligé de fournir en temps utile les renseignements demandés.

*
* *

Nous avons signalé déjà que, dès l'origine, l'Union Générale des Travailleurs avait tracé sans hésitation une ligne de démarcation très nette entre elle et les éléments anarchistes, en ce qui concerne les

moyens d'action et l'orientation syndicale. Elle avait, quant à elle, immédiatement opté pour « la grève bien organisée » et la demande « aux pouvoirs publics de lois protégeant le travail ».

Ce fut une nouvelle conception de la lutte sociale, introduite avec beaucoup d'audace dans la vie des organisations ouvrières; elle heurtait, en effet, de front, non seulement les principes de tous les gouvernements de la monarchie, mais également ceux des anarchistes, opposés même au simple mot « d'organisation » et, à plus forte raison, lorsqu'il doit s'appliquer à des grèves. Pour ces derniers, les groupements ouvriers ne doivent avoir ni règlement, ni caisse de résistance et ne doivent percevoir aucune cotisation. En cas de grève — qui doivent être fréquentes pour que les ouvriers ne perdent pas leur combativité — la solidarité spontanée doit être suffisante pour pourvoir à tous les besoins.

Par contre, l'U.G.T. a maintes fois prodigué ses conseils à ce sujet : « Ce qui intéresse les ouvriers, ce n'est pas de déclencher beaucoup de grèves, dont ils sortiraient souvent vaincus — écrivaient ses dirigeants dans le Bulletin de mars 1901 — mais, au contraire, de déclencher le moins de grèves possible et d'en mener à bien le plus grand nombre. » Ils écrivaient encore, à l'article 195 des statuts de l'Union, modifiés au congrès national de 1918-1919 : « Il est recommandé aux sections, quand elles réclameront des améliorations aux patrons, de les présenter sous une forme qui facilite leur acceptation et évite ainsi le désaccord qui pourrait se produire dans différentes villes. »

Par ces paroles modérées, on a voulu persuader les travailleurs que leur intérêt est lié à l'intérêt

général et que la lutte caractérisée par des mouvements de grève ne doit jamais être le résultat d'un calcul simpliste ou la manifestation d'un état d'énervement passager.

Toutefois, nous devons à la vérité de dire que l'Union Générale des Travailleurs a à son actif deux grèves générales, déclenchées non en vue d'obtenir une élévation du taux des salaires ou une réduction de la journée de travail du salarié, mais bien la liberté de l'Espagne, la vie même du pays. Nous voulons parler des grèves d'août 1917 et de décembre 1930. Dans les deux cas, l'Union a fait descendre ses troupes dans la rue, non pas d'une manière clandestine, mais en prenant la pleine responsabilité de son attitude et en supportant stoïquement les colères du pouvoir autoritaire, qui était alors maître du pays.

Depuis sa formation, l'Union s'est toujours efforcée d'obtenir des pouvoirs publics des réformes bienfaisantes pour les ouvriers; mais, chaque fois qu'il n'a pas été possible de les obtenir par les voies légales ou chaque fois que l'Etat a cherché, soit à les rendre impossibles, soit à tromper l'action légale des travailleurs organisés, elle n'a pas hésité à sortir de son attitude réservée pour recourir à la force et à l'action des masses dans le but de purifier les milieux politiques du pays.

Il n'en reste pas moins qu'en raison même de ses principes directeurs, l'U.G.T. a joué un rôle de premier plan au sein des divers organismes où elle a été directement ou indirectement représentée. A ce sujet, une mention toute spéciale doit être faite à l'Institut de Réformes Sociales (actuellement : le Conseil du Travail), dont dépendent un très grand

nombre de commissions ayant à connaître de la vie sociale sous toutes ses faces; au sein de cet institut, tantôt élaborant des projets de loi, tantôt faisant des enquêtes et contrôlant en somme l'application des lois sociales, les hommes les plus éminents de l'Union ont fourni un labeur croissant, qui peut être résumé dans la formule suivante : mettre en application le droit ouvrier et atténuer le caractère de marchandise que le travail a eu jusqu'à présent ¹.

L'activité de l'Institut de Réformes Sociales mérite d'autant plus d'être signalée que, pendant la monarchie, le Parlement a toujours été impuissant à faire aboutir les réformes sociales qui s'imposaient, et que, d'autre part, les gouvernements réactionnaires et de « Camarilla » n'avaient alors d'autres préoccupations que de lutter contre le mouvement ouvrier pour en restreindre le développement.

En matière sociale, les Cortès Constituentes n'ont pas fait mieux que le Conseil du Travail.

1. M. Enrique SANTIAGO. Discours prononcé le 2 août 1932.

Arrivés à ce point de nos développements, nous ne croyons pas devoir passer sous silence les pénibles années de la Dictature, où, malgré les apparences, l'Union Générale n'a cessé de lutter pour l'amélioration du sort des travailleurs espagnols. Le rôle qu'elle a joué lui a valu les critiques les plus vives de la part de ses ennemis irréductibles et, tout particulièrement, des membres de la Confédération Nationale du Travail, qui, aujourd'hui encore, lui reprochent d'avoir alors trahi la classe ouvrière en acceptant de collaborer avec le nouveau gouvernement.

Les dirigeants de l'Union ont toujours été extrêmement sensibles à ces reproches et n'ont pas manqué, chaque fois que l'occasion s'en est présentée, d'essayer de se justifier aux yeux de l'opinion publique en exposant les raisons qui les ont poussés à faciliter la mise en application de la législation sociale de la Dictature. A cet effet, M. Enrique Santiago, membre de la Commission exécutive de l'U.G.T., nous explique dans son ouvrage intitulé « La U.G.T. ante la revolucion » (L'U.G.T. avant la révolution), que si, en période de dictature les partis politiques et, principalement, les partis bourgeois peuvent impunément suspendre leur fonctionnement, par contre, le salarié, membre d'un syndicat, qui veut vivre et se soustraire au caprice de l'employeur, ne peut interrompre son action. Sans doute, les partis politiques peuvent cesser d'agir, mais les ateliers, les usines doivent continuer de tourner, car la vie industrielle et commerciale doit suivre son cours. C'est pourquoi l'U.G.T. a dû, bien malgré elle, avoir recours à l'Institut de

Réformes Sociales; certains de ses membres, élus par tous les groupements professionnels, en ont même fait partie et sont restés à leur poste lorsque l'Institut fut remplacé par le Conseil du Travail.

Ce conseil, ainsi que les deux institutions, au sein desquelles il était représenté par plusieurs de ses membres, le Conseil d'Etat et la Commission provisoire des corporations, avait un caractère purement consultatif; néanmoins, les délégués de l'U.G.T. ne laissèrent jamais passer l'occasion d'affirmer hautement leur désaccord avec le gouvernement de la Dictature.

Et M. Santiago d'ajouter (traduction libre) :

« On avait donné à ces trois organismes un caractère nettement corporatif, et on ne pouvait renoncer à l'un sans être par contre-coup obligé d'abandonner les autres.

« Or, la présence des membres de l'Union à la Commission provisoire des corporations, en tant qu'organe supérieur de conciliation dans les conflits pouvant surgir entre le capital et le travail, a évité l'échec d'un mouvement ouvrier reconnu sérieux, d'un esprit créateur et fécond; c'est grâce à elle que fut contenue l'offensive de la classe patronale qui, soutenue par la Dictature, aspirait à reléguer la législation sociale aux archives des vieux papiers.

« De toute façon, malgré les limitations imposées par la situation, l'Union Générale n'a pas cessé un seul instant d'être en contact avec les masses ouvrières, et nous pouvons, sans hésiter, qualifier de foudroyant, le manifeste qu'elle a lancé contre la Dictature au mois d'août 1929. Ce fut un acte de pure rébellion, mais avec cette particularité qu'il était signé par les hommes les plus représen-

tatifs du parti socialiste et de l'Union Générale, et que lors de la chute de la Dictature, ce fut l'unique voix énergique qui s'éleva contre le régime, de même que le parti et l'Union, furent les seuls à parler dès que fut connu le coup d'Etat du général Primo de Rivera, en 1923.

« Le fait d'avoir maintenu en état d'activité les militants groupés dans leurs organisations respectives, a permis au Comité révolutionnaire de pouvoir compter sur les éléments résolus au combat et de déclencher dans tout le pays la grève générale du 14 décembre 1930, qui fut un coup de plus, mais opportun et décisif, infligé par la classe ouvrière au régime monarchiste. Par centaines, nos compagnons furent emprisonnés, et lorsque, trois semaines après la grève, nous pûmes dresser notre bilan, il se présenta de la façon suivante :

Prisonniers	952
Blessés par la force publique..	36
Tués par la force publique....	16
Centres ouvriers fermés.....	223

« Telle fut la dernière contribution du sang versé, avant sa proclamation, pour la cause de la République par les affiliés de l'Union Générale des Travailleurs. »

C'est à la situation actuelle de l'U.G.T. que nous allons consacrer les quelques pages qui vont suivre. Et tout d'abord nous signalerons qu'immédiatement après la guerre, à son XIV^e congrès national tenu à Madrid à la fin de 1918 et au début de l'année 1919, l'Union a éprouvé le besoin de préciser son programme et de renforcer son armature. En conséquence, elle a cru devoir procéder à une refonte de ses statuts, pour leur donner la forme définitive suivante :

TITRE PREMIER.

Objet.

ARTICLE PREMIER. — L'Union Générale des Travailleurs d'Espagne a pour objet :

1° de réunir dans son sein les diverses organisations ouvrières (Sociétés des métiers ou professions libérales) qui ont pour objet l'amélioration et la défense des conditions du travail, grâce à l'association, et qui s'inspirent de la lutte de classes ;

2° de susciter la création de nouvelles sociétés de métiers, de Syndicats d'industrie ou de professions libérales, dans les endroits où ils n'existent pas, et de les aider à constituer des Fédérations ;

3° de mettre dûment en pratique le principe de la solidarité entre les organisations qui y ont adhéré, conformément aux prescriptions des présents statuts ;

4° de maintenir d'étroites relations avec les organisations ouvrières des autres pays, poursuivant les mêmes fins que la dite Union, et de pratiquer avec elles et dans le même sens, chaque fois que cela sera possible, le principe de solidarité ;

5° d'obtenir des Pouvoirs publics des lois favorisant les intérêts du travail et facilitant l'intervention de la classe des travailleurs dans la réglementation de la production ;

6° d'intervenir constamment dans tous les problèmes nationaux qui concernent la classe ouvrière, et de défendre les libertés individuelles, en agissant auprès des Pouvoirs publics, pour que celles-ci soient respectées ;

7° de développer une propagande incessante pour organiser les travailleurs, soit manuels, soit intellectuels, en vue de la revendication quotidienne de l'accroissement du bien-être moral, économique et intellectuel de la classe ouvrière ;

.....

8° d'unifier l'action du prolétariat en vue de créer les forces d'émancipation intégrale de la classe ouvrière, en les préparant, conformément au principe suivant lequel les instruments de travail appartiennent de droit aux travailleurs, à prendre en main la direction de la production, le transport et la distribution, ainsi que les échanges de la richesse sociale.

ART. 2. — L'Union Générale des Travailleurs d'Espagne, en vertu des tendances idéologiques et doctrinales variées des ouvriers affiliés aux organisations fédérées, est une organisation entièrement démocratique ; en vue de maintenir l'unité organique matérielle et morale entre les travailleurs, nécessaire à la réalisation des fins énoncées, elle soutient :

a) que les adhérents ont le droit absolu de répandre leurs opinions particulières, en ce qui a trait à l'organisation, et que cette liberté ne peut être ni restreinte, ni entravée, sous réserve que celle-ci n'ira pas jusqu'à permettre les diatribes, les calomnies ou la diffamation des principes et de l'action de l'Union Générale ;

b) que la Société est autonome au sein de la Fédération, et celle-ci au sein de l'Union Générale, pour toutes les questions d'ordre intérieur, à l'exclusion des questions d'intérêt général.

Les moyens à employer pour aboutir à ces fins, aussi bien immédiates que médiate, seront ceux qu'à tout moment exigeront les circonstances, et ils seront toujours inspirés des décisions prises durant les Congrès.

A l'heure actuelle, l'Union Générale est donc constituée par des fédérations nationales d'industrie, groupant les syndicats d'une même profession. Mais, conformément à un vœu adopté au congrès de 1928 et qui est devenu l'article 3 du titre 2 des statuts, cette organisation verticale est, en outre, complétée par une organisation horizontale des professions; celles-ci sont donc également groupées en fédérations provinciales, exactement semblables aux unions départementales françaises.

En résumé, l'U.G.T. a aujourd'hui, comme notre C.G.T., une double organisation de la profession dans tout le pays et de tous les syndicats dans une même province.

*
* *

Parmi les principales fédérations nationales que comprend l'Union Générale des Travailleurs, il convient de citer celle des professions diverses, avec ses 117.240 adhérents¹, ainsi que celles du bâtiment, des cheminots, des mines, qui, respectivement, comptent 83.861, 49.117 et 40.653 membres. Mais une mention toute spéciale doit être faite de la Fédération Nationale des Travailleurs de la Terre².

Cette fédération a été constituée à Madrid, le 5 avril 1930, au cours d'un congrès qui coïncidait avec le transfert des cendres de Pablo Iglesias, fondateur de l'U.G.T. et du parti socialiste, de sa sépulture provisoire au sobre monument construit

1. Tous les chiffres cités sont arrêtés à la date du 30 juin 1932.

2. Ces renseignements ont été extraits du document publié par cette Fédération, à la suite de son deuxième congrès, qui eut lieu à Madrid le 17 septembre 1932 et les jours suivants.

à son intention au cimetière civil. Au moment même de sa constitution, cette fédération a enregistré l'adhésion de 275 sections et de 36.639 membres; à la date du 30 juin 1932, elle pouvait annoncer que le nombre de ses sections s'élevait à 2.541 et celui de ses adhérents, ayant effectivement versé leurs cotisations, à 392.953. (Les seules provinces de Tolède et de Badajos justifiaient respectivement de 159 et 110 sections et de 34.447 et 36.673 membres.)

Cette fédération nationale, qui fait partie de la Fédération Internationale des Travailleurs de la Terre, publie un hebdomadaire intitulé : « El obrero de la tierra » (L'ouvrier de la terre). Le premier numéro, qui parut le 16 janvier 1932, tira immédiatement à 10.000 exemplaires; le 24 du même mois, il tirait à 21.400; fin janvier, à 32.000; fin février, à 50.850; fin mars, à 60.250; fin avril, à 69.300; fin mai, à 76.550. A la date du 30 juin 1932, son tirage était de 84.100 exemplaires.

*
**

Pour terminer notre étude, nous voudrions maintenant examiner la situation de l'Union Générale des Travailleurs au 30 juin 1932, date à laquelle ont été arrêtés les derniers renseignements officiels qui la concernent.

A cette date, l'Union, qui en raison de ces effectifs était la troisième de la Fédération Syndicale Internationale, groupait 1.041.539 membres, parmi lesquels figuraient 970.072 hommes, 41.948 femmes et 29.539 apprentis; quant à la répartition de ces travailleurs par industries, elle est donnée par le

tableau ci-joint, dûment complété par l'adjonction de renseignements que nous croyons intéressants de signaler.

La colonne de ce tableau consacrée au « salaire moyen » des ouvriers, répond à la question suivante : Quel était le salaire moyen avant la révolution ? Quel est-il aujourd'hui ? On constate alors, en comparant les réponses reçues que, huit à dix mois après l'avènement de la République, la hausse du salaire moyen de toutes les branches d'industrie oscille entre les deux chiffres extrêmes de 0,50 centimes et 5 pesetas par jour ; tandis que dans tous les pays, comme conséquence de la crise économique, les salaires des travailleurs ont été plus ou moins réduits, en Espagne ils ont, au contraire, été augmentés ; sans doute ce résultat doit-il être attribué à la politique sociale du nouveau régime, mais également à l'action des groupements des travailleurs qui, grâce à la bienveillance du gouvernement républicain, ont pu librement soutenir les intérêts de leurs membres et les faire prévaloir.

En exécution des décisions prises à son congrès de 1928, l'Union a commencé en janvier 1929 la publication d'un bulletin intitulé « Boletín de la Union General de Trabajadores de España » (Bulletin de l'Union Générale des Travailleurs d'Espagne) qui, tous les mois, a été régulièrement envoyé à chaque section ; au début, il paraissait sur seize pages et tirait à 2.500 exemplaires ; à la date du 30 juin 1932, son tirage était passé à 6.500. Ce bulletin mensuel, qui contient des études utiles aux sections et à l'activité des militants, est un précieux instrument de propagande et de documentation ; il est complété chaque année par un numéro extraordi-

naire, publié au 1^{er} mai, et qui est uniquement consacré à l'étude d'une question particulière : en 1929, il traitait des « fédérations nationales », en 1930, « de l'organisation internationale du travail à Genève », en 1931, « de la Fédération Syndicale Internationale », et en 1932, « de l'U.G.T. avant le 1^{er} mai 1932 ».

Pour atteindre le plus grand nombre de travailleurs possible et faciliter le travail de propagande qui incombe à ses membres, l'Union a cru devoir également créer en avril 1932 une brochure intitulée « Guion del propagandista » (Guide du propagandiste), dont il a été fait un tirage limité de 500 exemplaires.

Il convient, enfin, d'ajouter à la liste des principales publications que nous avons citées, avec les hebdomadaires illustrés que font paraître un très grand nombre de fédérations d'industrie, le quotidien du parti socialiste, « El Socialista », dont l'Union Générale dispose librement.

*
* *

A son dix-septième congrès, tenu à Madrid, du 14 au 23 octobre 1932 — le premier réuni depuis l'avènement du régime républicain et le dernier en date — participèrent 1.800 délégués, représentant 500.000 membres. Sans doute n'est-il pas possible de passer en revue les travaux auxquels se livrèrent ces délégués au sein des différentes commissions qui furent constituées; mais nous croyons indispensable, pour bien marquer l'orientation de l'U.G.T., et définir sa position en face des problèmes sociaux, de résumer sous forme de tableau les principales revendications suivantes formulées à ce congrès :

LÉGISLATION SOCIALE. — Règlement des conflits au moyen de comités mixtes de conciliation et de tribunaux industriels; modification de la loi sur les accidents du travail; amélioration du régime des contrats de travail; limitation légale de la durée du travail à quarante heures par semaine; stricte application des dispositions légales sur les heures supplémentaires : majoration de salaire de 50 % pour les deux premières heures, de 75 % pour les suivantes et de 100 % pour le travail de nuit et le travail des dimanches; suppression totale du régime des rétributions aux pièces; institution de congés payés; fixation de salaires minima; généralisation du placement public obligatoire et suppression du placement libre; respect de la liberté syndicale et légalisation du droit d'association; développement de l'inspection du travail; contrôle ouvrier; encouragement à la coopération; construction de logements à bon marché; assurance contre les risques professionnels; développement de l'hygiène du travail; vote d'une loi sur les maladies professionnelles; adoption de l'attelage automatique sur les chemins de fer; vote d'une loi sur les mines et les autres industries dangereuses.

ASSURANCES SOCIALES. — Participation de l'Union au fonctionnement des organismes consultatifs et administratifs des institutions d'assurance; reconnaissance de la responsabilité patronale en cas de négligence (admise déjà dans le cas de l'assurance-maternité, etc.) dans toutes les lois de prévoyance et, en particulier, dans la loi sur les pensions de retraites ouvrières.

LUTTE CONTRE LE CHOMAGE. — Application de la semaine de quarante heures dans les différentes branches d'activité; de trente-six heures dans les industries insalubres ou dangereuses et dans les industries très rationalisées; de trente heures dans l'agriculture, pendant la période de novembre à février inclus; fixation à seize ans de l'âge d'admission au travail en général, et à dix-huit ans dans le cas des industries insalubres ou dangereuses; organisation par les communes de fonds de secours aux chômeurs; stricte application

des dispositions légales sur les congés payés des ouvriers et employés ; fixation de la durée du congé à quinze jours au moins par an ; organisation de travaux publics ; réforme agraire ; contrôle ouvrier ; adoption de mesures pour faciliter les transports.

TRANSPORTS. — Nationalisation des chemins de fer et des transports interurbains par route ; municipalisation des transports urbains, coordination des transports par route et des transports par voie ferrée, suppression de l'aviation militaire.

TRAVAUX PUBLICS. — Construction de chemins de fer, de routes, de ports ; exécution de travaux hydrauliques, etc., suivant le programme formulé dans le rapport de la commission des travaux publics, avec des garanties satisfaisantes quant à la rapidité, la sécurité et la qualité du travail.

POLITIQUE FINANCIÈRE. — Nationalisation de la banque centrale, puis de toutes les autres banques ; contrôle direct des banques par la banque nationale ; équilibre du budget de l'Etat ; unification du taux d'intérêt de la dette publique ; réduction des dépenses d'armement terrestre et naval ; mise en vigueur d'un impôt progressif sur le revenu ; développement des activités économiques du pays au moyen des nouvelles ressources ainsi obtenues ; création d'une banque ouvrière nationale sous les auspices de l'Union Générale des Travailleurs ; réduction du taux d'intérêt ; cours forcé du papier-monnaie ; révalorisation des réserves d'or ; suppression des impôts sur les traitements et salaires inférieurs à 6.000 pesetas par an.

DÉSARMEMENT. — Renoncement à toute politique d'armement en vue de la réalisation du programme de la Fédération syndicale internationale.

ECONOMIE AGRAIRE. — Réforme de la législation sur les cultures obligatoires ; création de bureaux de placement pour les travailleurs agricoles ; meilleure mise en valeur des biens communaux ; réforme de la législation sur le crédit agricole ; création de tribunaux mixtes de

la propriété rurale là où il n'en existe pas encore ; réorganisation de l'Institut de réforme agraire et modification de la loi sur la réforme agraire.

EDUCATION. — Création d'un bureau national d'éducation des militants avec la collaboration étroite de l'Union Générale des Travailleurs, du parti socialiste ouvrier et des fédérations de l'enseignement, suivant le programme élaboré par la commission de l'éducation ; relèvement de la condition du personnel enseignant ; fréquentation obligatoire de l'école professionnelle ; extension du système des bourses d'études à l'étranger pour les ouvriers.

INDUSTRIE DU CINÉMATOGRAPHE. — Création, sous le contrôle de l'Etat, d'un organisme ayant pour but d'encourager l'édition de films espagnols, de films documentaires et de films de propagande sociale pour les établissements d'enseignement.

ORIENTATION SYNDICALE. — Intensification de la propagande syndicale, d'accord avec le parti socialiste ouvrier ; création d'un bureau juridique pour l'interprétation des lois syndicales.

POLITIQUE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE. — Réorganisation du commerce extérieur ; suppression des impôts fiscaux et indirects ; stabilisation monétaire ; attitude favorable à l'union douanière européenne.

INDUSTRIE MARITIME. — Encouragement de l'industrie de la pêche et des transports maritimes.

En outre, parmi les nombreuses questions qui furent agitées à ce dix-septième congrès, deux nous semblent mériter une mention toute spéciale ; ce sont celles relatives, d'une part, à la « violence », et, d'autre part, « au front unique ».

« Le mémoire et ordre du jour de ce congrès » (Memoria y orden del día) expose qu'à la date du 12 août 1931, la Commission exécutive de l'Union

a adressé à toutes ses sections, ainsi qu'à celles du parti socialiste, une circulaire sur la première question; la circulaire fait connaître que, réunie alors en assemblée extraordinaire, cette commission a évoqué, pour les condamner, les actes de violence, dont les membres du parti socialiste et de l'Union sont l'objet de la part des anarcho-syndicalistes de la Confédération Nationale du Travail; elle constate que ces attaques, qui avaient cessé au moment de la dictature, ont repris à partir du moment où les efforts conjugués de l'U.G.T. et du parti socialiste ont favorisé l'avènement d'un régime libéral; l'attitude de la C.N.T. ne peut donc s'expliquer que par l'unique désir de fomenter une guerre civile. La Commission réprouve non seulement le but, mais les moyens employés; aussi exhorte-t-elle au calme ses adhérents et leur conseille-t-elle de ne pas se mettre à l'unisson de ceux qui n'hésitent pas à supprimer des hommes, dont la seule faute paraît être d'avoir conduit leur organisation au succès. Mais elle a eu soin, en outre, d'avertir le gouvernement de la République, au sein duquel elle est représentée, que les recommandations adressées à ses adhérents sont sur le point d'être transgressées; il n'est plus possible, en effet, d'obtenir que ceux qui chaque jour sont menacés de mort et voient tomber leurs camarades, continuent à se croiser les bras. Et la circulaire ajoute : « Le gouvernement de la République sait combien sincère et loyale est notre collaboration à la consolidation du nouveau régime; mais si les assassins continuent leur misérable besogne, nous ne pouvons répondre que nos adhérents, lassés d'être des victimes, ne se décideront pas un jour à défendre leur vie par les moyens

les plus efficaces;... la patience a des limites et nous ne pourrons être rendus responsables de ce qu'il adviendra. »

La deuxième question, qui a trait au « front unique », est également extraite du « Mémoire et Ordre du jour » déjà cité et a fait l'objet d'une circulaire de la Commission exécutive de l'Union, en date du 23 octobre 1931.

Cette circulaire rappelle que la Fédération locale des sociétés ouvrières de Saint-Sébastien, qui ne fait pas partie de l'Union, vient de poser une fois encore le problème du front unique; la Commission exécutive est heureuse de saisir cette occasion pour rappeler qu'elle est toujours hostile à la tactique dite du « front unique »; en outre, elle invite ses sections à s'abstenir de participer aux conférences et congrès autres que ceux convoqués par les organes responsables de l'U.G.T.

Lutte énergique contre la C.N.T. et opposition systématique au principe même du « front unique » caractérisaient donc l'attitude de l'Union Générale, jusqu'à une époque relativement récente. Mais en est-il de même aujourd'hui? Est-il possible notamment de soutenir que l'Union s'interdise tout recours à la violence et persiste encore à vouloir rester à l'écart des organisations voisines? C'est ce que nous allons examiner maintenant en guise de conclusion à notre étude.

CHAPITRE IV

Conclusion.

Si nous nous en tenons exclusivement aux faits, nous devons avouer qu'au moment où nous écrivons ces lignes, l'Union Générale des Travailleurs est restée fidèle aux résolutions prises à son dernier congrès. Bien qu'à la suite des récentes crises ministérielles, elle ait décidé de ne plus autoriser ses représentants à participer à des gouvernements dont elle blâme ouvertement la politique, elle s'est abstenue par exemple de prendre une part active au mouvement révolutionnaire déclenché le 11 décembre 1933 par la Confédération Nationale du Travail et la Fédération Anarchiste Ibérique. Et c'est ainsi qu'à la séance des Cortès du 12 décembre 1933, le président du Conseil, M. Lerroux, pouvait déclarer, en réponse à une question posée par M. Prieto au nom des socialistes, que « le mouvement révolutionnaire avait pris une grande extension, mais qu'il était heureux de constater que seuls les éléments de la C.N.T. et de la F.A.I. y avaient participé ».

Il ne nous appartient pas de rechercher les raisons de cette abstention, qui aussi bien nous paraît conforme à la ligne de conduite toujours suivie par l'Union Générale. Mais si, délaissant les actes, nous nous en tenons désormais aux déclarations des

membres les plus qualifiés, soit de l'Union, soit du parti socialiste, nous devons reconnaître que la situation est en train de se modifier. C'est ce qui explique que le journal « A.B.C. » ait pu écrire, à la date du 12 décembre 1933, à propos des événements de la veille : « Il y a peu de temps, M. Largo Caballero, à la tribune, fixait précisément pour le 10 décembre la date à laquelle il fallait descendre dans la rue. Le parti socialiste et l'U.G.T. ont déclaré hier qu'ils ne se solidarisaient pas avec le mouvement; ils le condamnent quand il a échoué; ils auraient mieux fait de faire cette déclaration dès le premier jour. »

Il convient de rappeler également qu'à la séance des Cortès du mercredi soir 20 décembre 1933, M. Prieto, au nom des socialistes, déclarait : « Le parti socialiste contracte publiquement l'engagement de déchaîner la révolution sociale. »

Enfin, le discours prononcé le 25 janvier dernier par M. Largo Caballero, ancien secrétaire de l'U.G.T. et actuellement chef du parti socialiste, confirme et complète les indications qui précèdent; les deux organisations paraissent chaque jour davantage vouloir sortir de la légalité républicaine et recourir aux coups de force.

Nous devons à la vérité de dire que cette tendance, dont M. Largo Caballero s'est fait le champion, ne paraît pas être suivie de tous; au sein de l'U.G.T., comme au sein du parti socialiste, elle se heurte à une vive opposition de la part des éléments modérés que représente M. Besteiro, le président actuel de l'U.G.T.

Aussi une scission paraît-elle inévitable au sein des deux organisations sœurs; elle aboutirait à la

constitution de deux blocs antagonistes comprenant, l'un la fraction modérée du parti socialiste et de l'Union, l'autre la fraction de ces deux groupements qui suit la conception franchement léniniste de M. Largo Caballero; et, dans ce dernier cas, aucun obstacle ne s'opposerait, désormais, à la réalisation du front unique entre les troupes de la Confédération Nationale du Travail et celles de la partie extrémiste de l'U.G.T.

Au surplus, deux faits relativement récents semblent confirmer notre point de vue; c'est d'abord que des conversations ont eu lieu, ces jours-ci, entre les chefs de l'U.G.T. et ceux de la C.N.T., en suite de l'appel à la formation d'un « front unique », lancé par ce même parti socialiste, qui jusqu'au lendemain de sa séparation du pouvoir, s'était montré l'adversaire acharné de l'anarcho-syndicalisme et avait constitué une digue puissante contre la marée extrémiste; c'est, en outre, que le Comité directeur de l'U.G.T., comprenant dans son sein M. Besteiro, président de l'Union, et M. Trifon Gomez, secrétaire, vient de démissionner « en raison de l'adhésion de l'U.G.T. à l'action politique du Comité exécutif du parti socialiste », présidé par M. Largo Caballero; en démissionnant, ce comité a rendu inévitable la convocation d'un congrès extraordinaire, qui seul aura le pouvoir de procéder à une élection nouvelle. Il est inutile de souligner davantage l'importance de la décision qui sera prise; il appartiendra alors au parti socialiste espagnol et à l'U.G.T. de choisir entre les voies légales ou celles des aventures violentes.

Nous n'en dirons pas plus sur la nouvelle orientation politique de l'U.G.T.; aussi bien sommes-

nous persuadés que les événements qui n'auront pas manqué de se produire entre le moment où nous écrivons et celui où paraîtront ces lignes se seront chargés d'apporter sur ce point toutes les précisions souhaitables.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que, s'adonnant de plus en plus à l'étude des problèmes politiques, les dirigeants de l'Union Générale aient actuellement renoncé à poursuivre sur le plan syndical le but défini par l'article 1^{er} des statuts. Nous n'en voulons pour preuve que la constitution récente, en suite d'une décision prise par la Commission exécutive de l'Union, d'un « Conseil d'études économiques et sociales » auquel a été confiée l'étude des questions suivantes :

I. *Politique locale :*

- a) Aménagement des marchés; b) hygiène rurale;
c) politique immobilière; d) gaz et électricité;
e) transports urbains.

II. *Organisation des transports :*

- a) Ferroviaires; b) aériens; c) maritimes;
d) routiers.

III. *Industries de la pêche :*

- a) Pêche; b) conserves; c) salaisons.

IV. *Organisation des industries :*

- a) Exploitation des mines; b) industries automobiles; c) industries métallurgiques; d) électrification des campagnes; e) produits chimiques.

V. *Politique financière :*

- a) Monétaire; b) bancaire; c) changes internationaux.

VI. *Travaux publics :*

- a) Budgets; b) éventualités de nouveaux travaux.

VII. *Assurances sociales :*

- a) Maladie; b) vieillesse; c) invalidité; d) maternité; e) chômage.

VIII. *Instruction et éducation :*

- a) Enseignement élémentaire; b) éducation professionnelle; c) organisation des sociétaires; d) éducation du militant; e) fondation Pablo Iglesias.

IX. *Organisation des fonctionnaires de l'Etat.*

X. *Désarmement et défense nationale.*

En outre, avec les renseignements recueillis par les membres de ces commissions et qui seront publiés pour examen et approbation par le Congrès de l'Union Générale des Travailleurs qui doit avoir lieu prochainement, le Conseil est chargé d'établir un programme d'action générale de l'organisme syndical.

Ce conseil d'études économiques et sociales s'est réuni récemment au secrétariat de l'Union, en vue de dresser la liste d'une série de questions à examiner et de désigner les membres de sous-com-

missions qui se sont immédiatement mises au travail. Nous croyons savoir, d'ailleurs, que les études de certaines sont déjà très avancées et que toutes s'efforcent de terminer leurs tâches pour la fin du mois de juillet prochain, époque à laquelle la Commission exécutive compte les examiner et les faire publier pour le plus grand profit des organisations composant l'U.G.T.

Il semble que les personnes pressenties pour participer aux travaux du Conseil aient accepté avec empressement; mais il faut souligner tout particulièrement le précieux concours que les techniciens du commerce, de l'industrie et des arts, ainsi qu'un certain nombre de médecins et d'avocats, n'ont pas hésité à apporter à l'effort intéressant tenté par la Commission exécutive de l'Union. Jusqu'à ces derniers temps, les techniciens étaient restés à l'écart du mouvement ouvrier; sauf de très rares exceptions, ceux qui militaient au côté des travailleurs étaient en réalité peu nombreux. Mais aujourd'hui, on commence à s'apercevoir que ces techniciens, n'étant pas organisés en associations professionnelles, parce qu'ils sont restés à l'écart du mouvement ouvrier, se trouvent dans l'impossibilité de bénéficier des lois sociales promulguées par la République et de réagir contre les prétentions de leurs employeurs; c'est ainsi, par exemple, qu'ils ne peuvent bénéficier des lois sur les tribunaux mixtes et sur le contrat de travail. Aussi faut-il se féliciter que, comprenant leur intérêt, un assez grand nombre de techniciens de l'industrie et de l'agriculture aient récemment formé à Madrid quelques noyaux fortement constitués, en vue, non seulement de défendre leurs propres intérêts, mais

également de faire l'apport de leurs connaissances au mouvement ouvrier.

Et notre correspondant à Madrid ¹ d'ajouter, pour exprimer sa satisfaction en présence des résultats déjà acquis, grâce à la collaboration des techniciens et des travailleurs (traduction libre) :

« L'ouvrier manuel, quelque puissante que soit son organisation syndicale et politique, ne pourra jamais arriver par lui seul à diriger convenablement l'économie nationale sans la collaboration sincère des éléments techniques, pas plus, d'ailleurs, que les techniciens ne pourraient le faire sans la coopération des travailleurs. Les techniciens souffrent moralement et matériellement de l'anarchie capitaliste et voient de près les solutions susceptibles d'être apportées aux problèmes, solutions qui ne peuvent être adoptées — il importe qu'ils s'en convainquent — parce que le capitalisme s'y oppose. Ils ne pourraient entreprendre aucune rénovation économique profonde du système capitaliste sans la contribution des travailleurs manuels.

« C'est pourquoi nous devons considérer l'unification des uns et des autres comme une des conquêtes les plus appréciables de l'époque actuelle pour l'avenir de la collectivité ouvrière.

« Si nous voulons imposer à l'Etat bourgeois les nouvelles formules d'institution moderne, en réorganisant l'économie conformément aux méthodes nouvelles de la science et aux suggestions de l'expérience, l'unification des techniciens et des travailleurs manuels est indispensable.

1. M. Henrique SANTIAGO, membre de la Commission exécutive de l'U.G.T.

« Peut-être y aura-t-il lieu d'organiser d'une façon plus pratique cette collaboration aujourd'hui commencée par l'entremise du Conseil d'études économiques et sociales. Mais, en aucune façon, il ne faut décourager l'effort intelligent que les uns et les autres peuvent offrir au mouvement ouvrier, en vue du travail créateur que celui-ci s'est assigné. Offrir aux techniciens le moyen de joindre leur action au mouvement ouvrier pour des travaux comme ceux qui leur ont été confiés, doit être notre seule préoccupation. Le nouveau régime social que nous désirons forger doit être l'œuvre de tous, et c'est pourquoi nous exaltons aujourd'hui cette unification d'efforts que nous signalons et soulignons par ces lignes. »

VU :

Le Président de la Thèse,

VU :

Le Doyen,

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Paris, le 29 janvier 1934.

Le Recteur,

Président du Conseil de l'Université.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français.

- Adolphe POSADA. — *La nouvelle constitution espagnole.*
Adolphe de FALGAIROLLE. — *L'Espagne en République.*
B. I. T. — *La liberté syndicale* (Volume IV).
Rafael ALTAMIRA. — *Histoire d'Espagne.*
Germaine PICARD-MOCH et Jules MOCH. — *L'Espagne républicaine.*
William OUALID. — *Les groupements professionnels en France et à l'étranger.*
Jean BRETHER DE LA GRESSAYE. — *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat.*
Angel MARVAUD. — *Le socialisme à l'étranger.*
— *La question sociale en Espagne.*

Ouvrages en espagnol.

- Enrique SANTIAGO. — *L'U. G. T. ante la revolucion.*
Francisco LARGO-CABALLERO. — *Presente y futuro de la U. G. T.*
Manuel BUENACASA. — *El movimiento obrero espanol.*
E. G. SOLANO. — *El ocase del sindicalismo.*
Juan José MORATO. — *Historia de la asociacion general del arte de imprimir.*
DIAZ DEL MORAL. — *Historia de las agitaciones campesinas ondaluzas - Cordoba.*
C. N. T. — *Memoria del congreso extraordinario celebrado en Madrid los dias 11 al 16 de junio de 1931.*
U. G. T. — *La U. G. T. ante el 1º de mayo de 1932.*
— *Varios boletines de la U. G. T. de Espana.*

- *Memoria y orden del día del XVII congreso ordinario que se celebrara en Madrid los días 14 y siguientes de octubre 1932.*
- *Apendice de la memoria del mismo.*
- *Actas de las sesiones celebradas por el XVIIº congreso ordinario, verificado en el teatro de Fuencarral, de Madrid, en el mes de octubre de 1932.*
- SILFO. — *Sindicatos y sindicalismo.*
- F. CLARO. — *Hacia donde va la confederacion nacional del trabajo?*
Tesis sindical (IV congreso del P. C. de Espana).
- Orobon FERNANDEZ. — *La C. N. T. a la revolucion.*
- C. N. T. — *Hacia el comunismo libertario.*
- M. ADAME. — *Que es el bloque obrero y campesino.*
- C. OBREÑO. — *El partido comunista en las luchas actuales.*
- Pr. PRUDUMAN. — *Algo sobre Espana.*
- E. AUNOS. — *La organizacion corporativa del trabajo.*

Ouvrages en catalan.

- RUCABADO. — *Entorn del sindicalisme.*
— *Angoixes socials.*
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — EVOLUTION JURIDIQUE DU DROIT SYNDICAL.....	9
--	---

Considération d'ordre général sur le décret-loi du 26 novembre 1926, relatif à « l'organisation corporative nationale ».....	17
--	----

CHAPITRE II. — L'ORGANISATION CORPORATIVE : En Belgique, en Italie, en Espagne (décret du 26 novembre 1926).....	31
--	----

a) Les corporations et les professions qu'elles englobent	37
--	----

b) Les comités paritaires locaux et interlo- caux	43
--	----

c) Les commissions mixtes du travail.....	51
---	----

d) Les conseils de corporation.....	56
-------------------------------------	----

e) La délégation des conseils de corporation...	61
---	----

CHAPITRE III. — LES PRINCIPAUX TEXTES COM- PLÉTANT OU MODIFIANT LE DÉCRET-LOI DU 26 NOVEMBRE 1926 :	
---	--

1 ^o Le décret royal du 7 janvier 1927 sur les chemins de fer.....	65
---	----

2 ^o La loi du 12 mai 1928, sur l'organisation corporative de l'agriculture.....	67
---	----

3 ^o Le décret du 23 août 1928 portant créa- tion d'un service général des corporations...	69
---	----

4 ^o Le décret du 8 mars 1929 approuvant à titre de décret-loi, le décret du 26 novem- bre 1926.....	70
--	----

5° L'Ordonnance du 14 mars 1929, portant création d'un conseil de la corporation de la banque.....	70
6° L'Ordonnance du 5 avril 1929 soumettant à la juridiction des comités paritaires les agents commerciaux.....	70
7° Le décret du 29 mai 1931 sur les délégués régionaux du travail.....	70
8° La loi du 8 avril 1932 sur les Associations professionnelles	71
9° La loi du 13 mai 1932 sur les délégations provinciales du travail	72
10° La loi du 25 novembre 1931 sur les jurys mixtes professionnel. — Critiques.....	72
CHAPITRE IV. — APPRÉCIATION DE L'ORGANISATION CORPORATIVE.	
Les résultats qu'elle a permis d'obtenir.....	77

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — LES PRINCIPALES FORMATIONS SYNDICALES.....	87
Leur répartition territoriale.....	88
La Confédération nationale des Syndicats catholiques ouvriers.....	90
CHAPITRE II. — LES PRINCIPAUX GROUPEMENTS PATRONAUX	91
CHAPITRE III. — LES PRINCIPAUX GROUPEMENTS OUVRIERS : LEUR ORIGINE	93
1° La Confédération nationale du Travail...	97
2° L'Union générale des Travailleurs... ..	110
CHAPITRE IV. — CONCLUSION.....	135

Imprimerie Régionale — Toulouse.
